

KIT « DU TRAITEMENT DE L'IMPAYÉ LOCATIF »

A destination des locataires

Procédure



Aides financières



Accompagnement social



SOMMAIRE

1. Vous avez des difficultés à payer votre loyer ?.....	p. 3
2. Schéma de la procédure d'expulsion.....	p. 4
3. Le Commandement De Payer (CDP).....	p. 5
4. L'assignation	p.11
5. Les points à vérifier suite CDP/ assignation.....	p.12
6. L'audience.....	p.14
7. Que faire suite à un jugement d'expulsion ?.....	p.16
8. Le commandement de quitter les lieux.....	p.17
9. Les dispositifs mobilisables.....	p.18
10. Les modèles de courriers.....	p.22
11. Quelques formulaires utiles : Cerfa + notices.....	p.29



FICHE 1 : VOUS AVEZ DES DIFFICULTES A PAYER VOTRE LOYER ?

Locataire du parc privé	Locataire du parc social
<p>Des échanges avec votre bailleur peuvent permettre de mettre en place un plan d'apurement. Cet accord amiable, écrit, prévoit l'étalement du remboursement de votre dette sur plusieurs mois.</p> <p>4  Je prends contact rapidement dès le premier impayé avec mon propriétaire pour lui expliquer mes difficultés, je lui écris un courrier.</p> <p>2  Je lui propose un échancier de paiement.</p> <p>3  Je reprends le plus vite possible le paiement de mon loyer courant afin que la dette ne s'alourdisse pas.</p> <p>4  Je mobilise les dispositifs d'aides existants en fonction de ma situation.</p>	<p>Pour les locataires du parc social, des équipes de professionnels sont dédiées à aider les locataires en difficulté afin de trouver une solution.</p> <p>Vous devez contacter votre bailleur social, dès les premières difficultés afin de trouver ensemble des solutions de maintien dans le logement ou de relogement si votre logement n'est plus adapté à votre situation financière.</p> <p>Un plan d'apurement pourra également être mis en place afin de solder votre dette.</p>



Si aucune solution amiable n'est trouvée avec votre bailleur, ce dernier peut entamer **une procédure judiciaire** qui peut déboucher sur une décision :

- Accordant des délais de paiement.
- Condamnant à payer les sommes dues.
- Prononçant la résiliation du bail.
- Ordonnant l'expulsion du locataire.

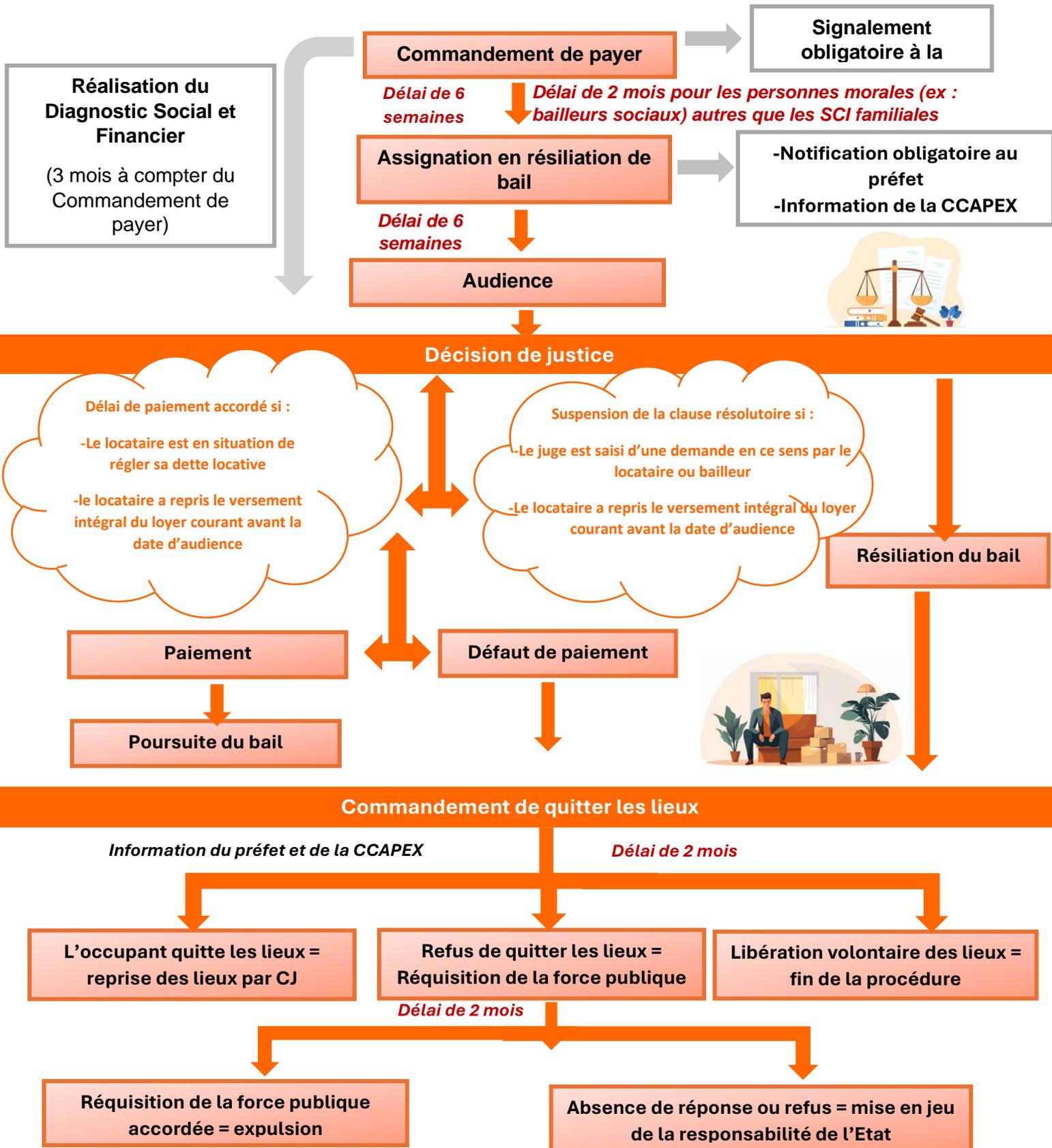
Avant cette décision un certain nombre d'étapes sont à respecter par le bailleur (voir schéma page suivante).

La procédure ne s'établit pas du jour au lendemain, le délai minimum pour ce type de procédure est 6 mois (rare en pratique la procédure est souvent plus longue).

Attention

Un litige avec le propriétaire ne vous dispense pas de payer le loyer.

FICHE 2 : SCHEMA DE LA PROCEDURE D'EXPULSION



FICHE 3 : LE COMMANDEMENT DE PAYER (CDP)

Un commandement de payer peut vous être adressé par un Commissaire de Justice en cas d'impayés de loyer ou de charges (voir exemple ci-dessous).

Le commandement de payer doit **obligatoirement mentionner**, notamment :

- La mention que le locataire dispose d'un délai de 6 semaines pour payer sa dette
- Le montant mensuel du loyer et des charges
- Le décompte de la dette
- L'avertissement qu'à défaut de paiement ou d'avoir sollicité des délais de paiement, le locataire s'expose à une procédure de résiliation judiciaire de son bail et d'expulsion
- La possibilité de saisir le FSL et ses coordonnées
- La mention de la possibilité pour le locataire de demander un délai de grâce auprès du Juge sur le fondement de l'article 1343-5 du code civil

Conseils pour le locataire :

Il est important de réagir dès réception de ce document qui peut annoncer le déclenchement d'une procédure.

→ Soit, vous avez la capacité de payer votre dette dans le délai de six semaines,

→ Soit, vous devez mobiliser les dispositifs d'accompagnement ou d'aides afin de solliciter des aides au règlement de votre dette.

Bon à savoir : cela permet de **démontrer votre bonne foi** en montrant que vous cherchez à régler votre dette.

Vous pouvez également saisir le juge afin de demander des délais de paiement (cf. article 1343-5 du code civil).

SCP

Commissaires de Justice associés

Entrée 2
25000 BESANCON

Site web :

Paiement par carte bancaire
C.D.C

**ACTE DE
COMMISSAIRE
DE
JUSTICE**
COPIE CONFORME A
L'ORIGINAL


**COMMISSAIRES
DE JUSTICE**

Réf
Mandat n

COMMANDEMENT DE PAYER LES LOYERS VISANT LA CLAUSE RESOLUTOIRE

Dispositions de l'article 24 de la Loi n° 89-462 du 6 Juillet 1989

LE : JEUDI DIX HUIT AVRIL DEUX MILLE VINGT QUATRE

Nous, Société Civile Professionnelle
d'un office de Commissaires de Justice sise à BESANCON,
soussigné,

Titulaire
l'un d'eux

A :
Madame demeurant à (70700) /
Pour qui la copie du présent a été remise comme indiqué à la modalité de signification.

A LA DEMANDE DE :
Mr , demeurant à
Madame , demeurant à ()
Ayant pour mandataire la , inscrite sous le N°
au registre du commerce et des sociétés de STRASBOURG, dont le siège social est à (67100)
STRASBOURG Cedex, agissant par son Président en exercice, venant aux
droits de l'agence immobilière
Elsant domicile en mon Etude.

EN VERTU :
D'un contrat de bail sous seing privé signé en date du 16/07/2020, et prenant effet au 03/08/2020, pour le
logement sis à
Et du décompte, et de la clause résolutoire insérée audit bail,
Ce bail fixe le montant mensuel du loyer initial à 460,00 euros et de la provision sur charges locatives à 200,00
euros.

**JE VOUS FAIS COMMANDEMENT DE PAYER LES SOMMES CI-DESSOUS DETAILLEES DANS
LE DELAI DE SIX SEMAINES A COMPTER DE LA DATE PORTEE EN TETE DU PRESENT ACTE**

Nature	Montant
Loyer et charges impayés, selon décompte du 08.04.2024	2 064,96
Coût du présent	132,42
TOTAL restant dû en Euros	2 197,38
Soit un Total restant dû en Euros	2 197,38

Un décompte détaillé en date du 8 avril 2024 est reproduit au présent acte.

Cette somme est due à ce jour pour un paiement immédiat et non fractionné.

TRES IMPORTANT

Le paiement doit être effectué par tout moyen, avec les références du dossier.

Faute par vous d'acquitter les sommes ci-dessus mentionnées, vous pourrez y être contraint par tous les
moyens prévus par la Loi, notamment par toute SAISIE CONSERVATOIRE de vos meubles et objets mobiliers.

Faute par vous de satisfaire au présent commandement ou de demander des délais de paiement, vous vous
exposez à une procédure judiciaire de résiliation du présent bail et d'expulsion.

: il s'agit du coût du commandement de payer. Il convient de payer rapidement ses frais.

b

10/12/2024

RELEVÉ DE COMPTE

	DEBIT	CREDIT	SOLDE
Solde antérieur Au 31/01/2024			0,00 €
Appel pour la période du 01 février au 29 février 01/02/2024	688,32 €		-688,32 €
Loyer principal : 488,32 €			
Provision charges : 200,00 €			
Prélèvement du 06/02/2024 06/02/2024		688,32 €	0,00 €
Prélèvement rejeté du 15/02/2024 15/02/2024	688,32 €		-688,32 €
Appel pour la période du 01 mars au 31 mars 01/03/2024	688,32 €		-1 376,64 €
Loyer principal : 488,32 €			
Provision charges : 200,00 €			
Appel pour la période du 01 avril au 30 avril 01/04/2024	688,32 €		-2 064,96 €
Loyer principal : 488,32 €			
Provision charges : 200,00 €			
Total général	2 753,28 €	688,32 €	
Solde au 31 avril 2024			2 364,96 €
Montant en notre faveur			2 364,96 €



Situation de compte

du 1er février 2024 au 0 avril 2024 en état de solde



VOS INFORMATIONS

Site : [www.myl.com](#)
8 rue des Courbes 75002

Le 08 avril 2024.

70700 AUTOREILLE

VOS RÉFÉRENCES CLIENT

N° client : 10172182
N° client MyFinance :
9475500

Madame / Monsieur

Veuillez trouver dans ce document votre situation de compte pour la période du 1er février 2024 au 0 avril 2024

Nous restons bien évidemment à votre entière disposition pour répondre à vos questions.

Vous pouvez nous contacter :



70700 AUTOREILLE

NOUS CONTACTER

Votre gestionnaire :
Anne GALCANE
anne.galcane@myl.com
France 0677 - 880000

Locataire :
N° immeuble :
N° de compte

DEBIT

CREDIT

Solde au 0 avril 2024

2 064,96 €

Montant en notre faveur

2 064,96 €

VOTRE ESPACE CLIENT

Retrouvez l'ensemble des
informations de votre compte
sur [www.myl.com](#)
[myl.com](#)

Ré

Le demandeur entend se prévaloir de la **CLAUSE RESOLUTOIRE** et en conséquence, à défaut d'avoir payé les causes du présent **COMMANDEMENT** dans le délai de **SIX SEMAINES** à compter de la date portée en tête du présent acte, et faute par vous de libérer les lieux, il se pourvoira devant le tribunal compétent pour entendre constater la résiliation du bail.

Reproduction de la clause résolutoire :

VIII. Clause résolutoire

Le présent contrat sera résilié immédiatement et de plein droit, sans qu'il soit besoin de faire ordonner cette résiliation en justice, si bon semble au bailleur :

— deux mois après un commandement demeuré infructueux à défaut de paiement aux termes convenus de tout ou partie du loyer et des charges ou en cas de non-versement du dépôt de garantie éventuellement prévu au contrat ;

— un mois après un commandement demeuré infructueux à défaut d'assurance contre les risques locaux.

Une fois acquis au bailleur le bénéfice de la clause résolutoire, le locataire devra libérer immédiatement les lieux. Les frais, droits et honoraires des actes de procédure seront répartis entre le débiteur et le créancier conformément à l'article L. 111-8 du code de procédure civile d'exécution. Il est précisé que le locataire sera tenu de toutes les obligations découlant du présent bail jusqu'à la libération effective des lieux sans préjudice des dispositions de l'article 1780 du Code civil et ce, notwithstanding l'expulsion.

— dès lors qu'une décision de justice sera passée en force de chose jugée qui constatera les troubles de voisinage et constituera le non-respect d'user paisiblement des locaux loués.

Toute offre de paiement ou d'exécution intervenant après l'expiration des délais précisés ci-dessus ne peut faire obstacle à la résiliation du contrat.

Si le preneur refusait de quitter les lieux, il suffira d'une simple ordonnance de référé exécutoire par provision notwithstanding appel pour obtenir l'expulsion des lieux loués.

En cas de paiement par chèque ou par prélèvement sur compte bancaire ou postal, le montant du loyer et de ses accessoires-charges ne pourra être considéré comme réglé qu'après encaissement malgré la remise de toute quittance, la clause résolutoire étant acquise au bailleur dans le cas où le chèque ou le prélèvement reviendrait impayé.

Indemnité occupation :

Le preneur ou ses ayants droits, dans le cas où il se maintiendrait dans les lieux après la cessation de la location, versera au bailleur une indemnité d'occupation au moins égale au montant du loyer précédemment payé, voire supérieure en cas de procédure judiciaire et décision du juge.

En vertu du texte ci-dessus reproduit, il vous est rappelé que vous avez la faculté de saisir le Fonds de Solidarité pour le Logement établi à : *Direction Départementale du Développement de l'Aménagement et de la Coopération Territoriale – service aménagement logement et affaire européen – Cellule FSL – 23 rue de la Préfecture 70000 VESOUL*.

Vous pouvez également vous adresser au centre communal d'actions sociales (CCAS) de votre commune qui pourra vous renseigner sur les démarches à effectuer.

Vous avez enfin la possibilité de saisir, à tout moment, la juridiction compétente aux fins de demander un délai de grâce sur le fondement des dispositions de l'article 1343-5 du code civil.

Référ

RC _____

Commissaires de Justice associés



Site web:

Paie

Paie
C.D.C.

**ACTE
DE
COMMISSAIRE
DE
JUSTICE**
COPIE CONFORME A

COUT DE L'ACTE	
Décret n° 2016-238 du 26 février 2016 Arrêté du 28 février 2020 fixant les tarifs réglementés des huissiers de justice	
Emolument (Art R644-3 C. Com)	51,06
Droit d'engagement des poursuites (Art A444-15)	50,19
Frais de déplacement (Art A444-46)	7,67
Total HT	108,92
TVA (20,00 %)	21,78
Total hors affranchissement	130,70
Affranchissement (Art R644-3)	
Affranchissement LS	1,72
Total TTC	132,42

Acte dispensé de la taxe



Réfé

MODALITE DE REMISE A L'ETUDE

LE : JEUDI DIX HUIT AVRIL DEUX MILLE VINGT QUATRE

A la demande de :

Mr _____ demeurant à _____

Madame _____, demeurant à _____

Etant mandaté à l'effet de signifier un acte de : Commandement de payer les loyers (Art 24 Loi 89 Loi 23 SSP)

Celui-ci a été remis par clerc assermenté dont les mentions sont visées par nous sur l'original et l'expédition et selon les déclarations qui lui ont été faites, à :

Madame : _____, demeurant à _____

suivant les modalités ci-après indiquées.

Je me suis transporté à l'adresse ci-dessus aux fins de délivrer copie du présent acte.

Audit endroit :

- Personne ne répondant à nos appels

après avoir vérifié la certitude du domicile du destinataire caractérisé par les éléments suivants :

- Présence du nom du destinataire sur la boîte aux lettres,
- Confirmation du domicile par le voisinage,

La signification à personne et à domicile étant impossible, la copie du présent est déposée en mon étude sous enveloppe fermée, ne portant que d'un côté l'indication des nom et adresse du destinataire, et de l'autre le cachet de mon étude apposé sur la fermeture du pli.

Un avis de passage daté de ce jour, mentionnant la nature de l'acte, le nom du requérant et le fait que la copie de l'acte doit être retirée dans les plus brefs délais en mon étude contre récépissé ou émargement, par le destinataire de l'acte ou par toute autre personne spécialement mandatée, a été laissé au domicile du signifié.

La lettre prévue à l'article 658 du Code de procédure civile a été adressée ce jour ou le premier jour ouvrable suivant la date du présent, au domicile du destinataire ci-dessus, avec copie de l'acte. Le cachet du Commissaire de Justice est apposé sur l'enveloppe.

La copie signifiée a été établie en 3 feuillets.

Le coût de l'acte est détaillé ci-contre.

Visées par moi les mentions relatives à la signification.



FICHE 4 : L'ASSIGNATION

Si le bail contient une clause résolutoire :

Si un commandement de payer demeure sans réponse après 6 semaines, le bailleur peut assigner le locataire au tribunal judiciaire pour faire constater la résiliation du bail.

L'assignation est un acte informant le destinataire qu'un procès est engagé contre lui et l'invitant à se présenter à une audience au tribunal dont la date intervient maximum 6 semaines après la notification de l'assignation aux parties.

L'avocat n'est pas obligatoire dans les procédures d'impayés de loyer.

Objectifs de l'assignation pour le bailleur :

- Faire constater par le juge la résiliation du bail
- Ordonner l'expulsion des occupants
- Condamner au paiement de la dette
- Fixer l'indemnité d'occupation et la somme des frais exposés (frais dits « irrépétibles » tels que frais de déplacement, frais d'hébergement, et non compris dans les dépens (listés à l'article 695 du code de procédure civile, ils comprennent par exemple les frais d'avocat, frais des commissaires de justice etc...)).

A noter : depuis la loi du 27 juillet 2023, la présence d'une telle clause est désormais obligatoire dans les contrats à venir.

Si le bail ne contient pas de clause résolutoire :

Le bailleur peut assigner directement (sans faire délivrer un commandement de payer au préalable) le locataire au tribunal pour demander la résiliation du bail et l'expulsion.

Cependant, le juge appréciera s'il y a lieu ou non de prononcer la résiliation du bail, celle-ci ne sera pas automatique et ne pourra s'imposer au juge.

FICHE 5 : LES POINTS A VERIFIER SUITE CDP/ASSIGNATION

Date du commandement de payer :

Date de l'assignation :

▶ **1^{er} POINT** : **Montant de la dette** :€

▶ **2^{ème} POINT** : Vous souhaitez/pouvez **rester** dans le logement ou **quitter** le logement ?

▶ **3^{ème} POINT** : **Reprendre au plus vite le versement de son loyer résiduel** (déduction faite de l'AL) et de le faire savoir **par écrit avec justificatifs** (RAR au bailleur + copie du courrier au Commissaire de Justice).

▶ **4^{ème} POINT** : Mettre **en place un plan d'apurement** dans la mesure du possible. **Recours au Fonds de solidarité logement** ? Maintien ? Accès ? (voir dispositifs mobilisables) **Il convient de se rapprocher des travailleurs sociaux de votre département.**

▶ **5^{ème} POINT** : Faire une **demande de logement social.**

Au stade du commandement	Au stade de l'assignation
Malgré votre souhait de rester dans les lieux, on ne sait jamais si le bailleur décide de poursuivre la procédure d'expulsion.	Malgré votre souhait de rester dans les lieux, la décision de maintien dans le logement est laissée à l'appréciation souveraine du juge et donc ce maintien ne sera peut-être pas accordé suite à l'assignation (audience)...

▶ **6^{ème} POINT** :

Au stade du commandement	Au stade l'assignation
Attention : les frais de Commissaire de justice liés à l'établissement du commandement de payer sont à votre charge. Il convient de les payer le plus tôt possible.	Il y aura (peut-être) à votre charge des frais de commissaire de Justice : dépens et autres frais irrépétibles en plus du plan d'apurement judiciaire si le juge le décide (ou pas).

▶ **7^{ème} POINT** : **Dépôt de dossier de surendettement** si le plan d'apurement est impossible.

▶ **8^{ème} POINT** : Vous pouvez recourir au service d'un avocat. (**Protection juridique voire aide juridictionnelle** ?).

► **FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT**

- Il convient de vous rapprocher d'un travailleur social.

► **DEMANDE DE LOGEMENT SOCIAL**

- Soit en **ligne** : <https://www.demande-logement-social.gouv.fr/index>
- Soit en déposant un **dossier papier** auprès d'un organisme HLM. (Voir CERFA)

► **DEPOT DOSSIER DE SURENDETTEMENT**

- Soit en **ligne** : <https://accueil.banque-france.fr/uti/#/accueil> (en se connectant via FranceConnect ou en créant un compte)
- Soit en déposant un **dossier papier** auprès d'un guichet Banque de France. (Voir CERFA)

► **AIDE JURIDICTIONNELLE**

- Soit en **ligne** : <https://www.aidejuridictionnelle.justice.fr/>
- Soit en déposant un **dossier papier** auprès du bureau d'aide juridictionnelle du tribunal judiciaire de votre lieu de domicile ou à celui rattaché à la juridiction qui vous a convoqué (Voir cerfa)

FICHE 6 : L'AUDIENCE

L'audience se déroule au tribunal judiciaire et permet au juge de prendre connaissance des arguments du bailleur et du locataire. **Le jour de l'audience, il est indispensable vous soyez présent ou représenté** par un avocat, un conjoint, un ascendant ou un descendant. Dans le cas contraire, le juge se prononce uniquement sur les arguments du bailleur ou sur le Diagnostic Social et Financier (DSF), s'il en dispose. C'est la raison pour laquelle il est important que vous répondiez aux propositions de RDV pour établir ce DSF.

Sous certaines conditions, l'aide juridictionnelle peut vous aider à prendre en charge les frais de procédure.

Le jour de l'audience, le juge est à l'écoute du locataire et du bailleur.

Les règles de procédure imposent au locataire de remettre l'ensemble des pièces justificatives (qui seront numérotées et listées) avant l'audience au bailleur ou à son avocat par courrier. La même démarche sera faite par le bailleur. Ce dossier sera remis au juge.

Le juge peut :

- **s'il estime que vous êtes en mesure de régler votre dette**, il peut accorder des délais de paiement dans **la limite de 3 ans maximum** et ne pas résilier le bail. Dans ce cas, vous devez respecter le plan d'apurement prononcé par le juge, et payer également le loyer courant. Dans le cas contraire, le bail sera résilié (**voir exemple pratique : ordonnance de référé**).
- **il peut également résilier immédiatement le bail**, fixer les modalités du paiement de la dette (loyers et charges impayés, indemnités d'occupation, frais de procédure) et de votre départ du logement, avec ou sans délais.

Ce qui sera décidé par le juge est détaillé dans le jugement que vous recevrez après l'audience signifié par Commissaire de Justice.

Si la décision vous condamne au paiement des sommes dues, résilie le bail et prononce l'expulsion, un **commandement de quitter les lieux** vous sera délivré en même temps que le jugement ou quelque temps après.

Si dossier de surendettement et assignation (jour de l'audience fixée) : Vous pouvez également demander au juge un renvoi d'audience le temps que la commission de surendettement se prononce sur votre situation de surendettement

➤ **Conseils pour le locataire :**

Comment préparer l'audience ?

Il est nécessaire d'apporter tous les documents prouvant les arguments avancés (contrat de location, commandement de payer, décompte actualisé de la dette, preuves de paiement, échéanciers...).

Il convient de mettre en évidence :

- Les difficultés ayant conduit à l'impayé ;
- Le montant de la dette estimé si différent du bailleur ;
- Une proposition d'échéancier.
- En cas d'impossibilité financière de régler le loyer et/ou de proposer un échéancier, vous pouvez demander un délai pour quitter les lieux en apportant la preuve des difficultés et démarches entreprises (délai entre 1 mois et 1 an) cf : modèle courrier.

Important : en cas de reprise du paiement intégral du loyer courant avant l'audience, il convient lors de l'audience de **demander la suspension des effets de la clause résolutoire.**

FICHE 7 : QUE FAIRE SUITE A UN JUGEMENT D'EXPULSION ?

Trêve hivernale : aucune expulsion du 1^{er} novembre au 31 mars.

Date du Jugement :

Date de l'ordonnance en référé :

▶ **1^{er} POINT** : Souhaitez- vous faire **appel** ?

Ordonnance de référé	Jugement
Délai de 15 jours	Délai de 1 mois

Le délai commence à courir à compter de la signification de la décision par le Commissaire de Justice au locataire.

Attention : **avocat obligatoire** (voir protection juridique ou aide juridictionnelle ?) / risque de frais à charge si appel non fondé

▶ **2^{ème} POINT** : **Chercher au plus vite une solution de relogement** :

- Dans le **parc privé**
- Demande de **logement social** auprès des organismes HLM, de la mairie ou d'Action Logement (pour les salariés d'une entreprise privée avec un effectif supérieur à 10 salariés à temps plein)
- Saisine de la **commission DALO** pour bénéficier d'une offre de relogement en urgence ?

▶ **3^{ème} POINT** : Possibilité de saisir le Juge de l'Exécution afin de demander des délais de 1 mois à 1 an maximum pour quitter le logement.

A noter : à réaliser sans avocat ni Commissaire de justice (voir formulaire type)

▶ **4^{ème} POINT** :

- Recours **FSL** ?
- Recours **Action Logement** ? (pour les salariés d'une entreprise privée avec un effectif supérieur à 10 salariés à temps plein)
- Recours **FASTT** pour les intérimaires ?

▶ **5^{ème} POINT** : Dette peut-elle être payée en intégralité ?

Si oui, négocier avec le bailleur la signature d'un nouveau bail (rare en pratique)

A noter pour le locataire HLM : mise en place d'un protocole de cohésion social qui suspend la procédure d'expulsion en contrepartie de la reprise du paiement du loyer et de l'apurement échelonné de la dette.

▶ **6^{ème} POINT** : Envisager avec un travailleur social un éventuel **dépôt de dossier de surendettement** en fonction de sa situation financière.

▶ **7^{ème} POINT** : Si vous ne disposez pas des outils nécessaires à la réalisation des démarches numériques, vous avez la possibilité de faire des démarches via « **France Services** ».

FICHE 8 : LE COMMANDEMENT DE QUITTER LES LIEUX

A compter de la signification d'un commandement de quitter les lieux vous disposez d'un **déla**
de 2 mois pour quitter les lieux. A défaut il sera procédé à votre **expulsion**.

Vous devez trouver une solution de relogement :

- Recherche d'un logement dans le parc privé,
- Demande de logement social en ligne ou auprès des organismes HLM, de la mairie ou d'Action Logement pour les salariés d'une entreprise privée),
- Vous pouvez également contacter les services sociaux (mairie, centre médico-social...) qui vous orienteront et vous aideront à mobiliser les solutions adaptées et les aides dont vous pouvez bénéficier (FSL...). Ils pourront également vous aider à trouver un accueil dans une structure d'hébergement temporaire au besoin.

Si, entre temps, vous pouvez régler l'intégralité de votre dette, une négociation peut être entamée avec le propriétaire bailleur afin de signer un nouveau bail pour rester dans le logement (rare en pratique).

Si vous n'êtes pas en mesure d'accéder à un logement décent et indépendant par vos propres moyens ou de vous y maintenir, vous pouvez saisir la commission DALO pour faire valoir votre droit au logement opposable.

Vous pouvez saisir le juge de l'exécution. En fonction de votre situation et de celle du propriétaire bailleur, il peut accorder un délai d'un mois à un an pour quitter le logement ("délai de grâce"), lorsque le relogement n'est pas possible dans des conditions normales. Cette démarche peut se faire sans commissaire de justice et sans avocat (voir modèle ci-dessous).

Après ces délais, si vous n'avez pas quitté le logement, l'expulsion peut intervenir.

Du 1^{er} novembre au 31 mars, aucune expulsion ne peut intervenir, il s'agit de la trêve hivernale. Toutefois cette trêve hivernale ne s'applique pas aux squatteurs occupant le domicile d'autrui ou lorsque le relogement de la famille est assuré dans des conditions normales, ni au logement étudiant occupé sans satisfaire les conditions requises.

Locataire du parc social : un dispositif spécifique prévoit la mise en place d'un protocole de cohésion sociale qui a pour effet de suspendre la procédure d'expulsion en contrepartie de la reprise du paiement du loyer et de l'apurement échelonné de la dette.

FICHE 9 : LES DISPOSITIFS MOBILISABLES

LE FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT (FSL)

Le fonds de solidarité au logement permet **d'apporter une aide financière à une personne éprouvant des difficultés à payer les frais liés à son logement.**

Les aides accordées par le FSL peuvent être versées sous **forme de prêt** (à rembourser au FSL) ou de **subvention** (sans remboursement).

Les aides peuvent être accordées pour :

- **L'accès à un nouveau logement** : dépôt de garantie...
- **Le maintien dans le logement** : paiement des dettes de loyer, des factures d'électricité, de gaz, d'eau, téléphone ou éventuellement des frais de Commissaire de Justice.

Il convient de **saisir un travailleur social** pour effectuer les démarches de saisine du FSL.



LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SURENDETTEMENT

Le **surendettement** se définit « **l'impossibilité manifeste de faire face à l'ensemble de ses dettes, professionnelles et non professionnelles, exigibles et à échoir** »

La commission de surendettement est un organisme public qui a pour **but d'aider les personnes à trouver des solutions à leur problème de surendettement.** Son secrétariat est assuré par la Banque de France.

Pour pouvoir bénéficier de la procédure de surendettement, les conditions sont les suivantes :



Pour saisir la commission départementale de surendettement :

- **Soit en ligne** : <https://accueil.banque-france.fr/uti/#/accueil> (en se connectant via FranceConnect ou en créant un compte)

- _ Soit en **déposant un dossier papier** auprès d'un guichet Banque de France. (Voir CERFA)

ACTION LOGEMENT



Action logement peut vous **proposer un accompagnement social**. Il s'agit d'un accompagnement social dédié **aux salariés qui rencontrent des difficultés** qui génèrent un déséquilibre financier et/ou viennent fragiliser le maintien ou empêchent l'accès à un logement. Ce service permet de bénéficier d'un **accompagnement personnalisé afin d'identifier et de rechercher des solutions adaptées**.

Cet accompagnement est **gratuit et confidentiel**.

► CONDITIONS :

Être salarié d'une entreprise du secteur privé non agricole d'au moins 10 salariés :



Dés lors que la situation du salarié a un impact significatif sur son logement, son budget ou sa capacité à faire face aux dépenses de logement sa situation peut être prise en charge.

Le service d'accompagnement social permet :

D'établir un diagnostic approfondi de la situation, avec une évaluation globale des difficultés rencontrées,

De déterminer avec le conseiller social Action Logement les actions et solutions adaptées à mettre en place : conseil et aides démarches, aides financières...

De bénéficier gratuitement d'un accueil, d'une écoute et d'un accompagnement professionnels et personnalisés

Vous pouvez faire **votre demande en ligne** sur : <https://www.actionlogement.fr/demande-assistance>

En tant que salarié vous pouvez également prétendre à la plateforme locative AL'in mise en place par Action Logement qui **permet d'obtenir un logement social** .

► **CONDITIONS :**

Justifier de ressources égales ou inférieures aux plafonds de ressources réglementés.

Disposer d'une demande de logement social avec un numéro d'enregistrement (NUD/NUR)

Être salarié d'une entreprise du secteur privé avec un effectif d'au moins 10 salariés à temps plein OU d'une entreprise agricole avec un effectif d'au moins 50 salariés à temps plein.

Vous pouvez **créer votre compte AL'in** sur : <https://al-in.fr/#/deco>

LA CAF/MSA

La CAF/ MSA peuvent vous proposer **des aides au logement afin de vous aider dans le paiement de votre loyer si vous avez des revenus modestes** .

Le montant de l'aide dépend du lieu de résidence, de votre composition familiale et de vos ressources.

Vous pouvez effectuer **une simulation en ligne** :

<https://www.dcaf.fr/wps/portal/caffr/aidesetdemarches/mesdemarches/faireunesimulation/lelogement#/preparation>

Vous pouvez également effectuer la **demande d'aide directement en ligne depuis votre espace CAF** .

LE POINT CONSEIL BUDGET

Ils accompagnent les personnes qui souhaitent **améliorer la gestion de leur budget, faire face à une situation financière difficile ou anticiper un changement de situation familiale ou professionnelle** . Ils mettent en place un accueil non stigmatisant qui favorise l'accessibilité au plus grand nombre et offre un conseil ou une orientation de manière personnalisée, **gratuite et confidentielle** . Ils effectuent un diagnostic budgétaire complet afin de prévenir le surendettement et d'assurer un accompagnement adapté en fonction des situations en formulant une ou plusieurs préconisations dans une approche :

- _ de maîtrise du budget
- _ et/ou d'orientation vers les partenaires du territoire, notamment dans une démarche d'ouverture de droits ou d'accès à des aides
- _ et/ou d'un accompagnement dans une procédure de surendettement
- _ et/ou d'une intervention auprès des créanciers

L'ADIL

L'Adil **conseille et informe gratuitement les particuliers sur toutes les questions juridiques et financières liées au logement** (rapports locatifs, prévention des impayés, rénovation énergétique...)

ADIL de la Haute-Saône et du Territoire de Belfort : 30 place Renet -70000 Vesoul



03 84 75 60 19



contact@adil70.fr



Retrouvez de la documentation ainsi que l'ensemble des permanences sur le site : <https://www.adil70.org>

FICHE 10 : LES MODELES DE COURRIERS

➤ **Demande de délais de paiement + Plan d'apurement** : -À adapter en fonction de sa situation-

A adresser en LRAR

Nom Prénom du Locataire

Adresse

Code Postal

Ville

N°téléphone

Adresse mail

Nom Prénom du Propriétaire

Adresse

Code postal Ville

A, le

Objet : demande de délais de paiement

Madame, Monsieur,

Actuellement en difficulté financière pour les raisons suivantes :

.....
.....(exposez les motifs de l'impayé : perte d'emploi, raison de santé, régularisation d'aides au logement en cours, dépenses exceptionnelles imprévues...), je vous prie d'accepter mes excuses pour les retards de paiement du loyer.

1er cas : pas de reprise de paiement du loyer au moment de l'envoi du courrier :

Je souhaiterais obtenir de votre part un délai de paiement de mois, le temps d'effectuer les démarches nécessaires pour régulariser au plus vite la situation.

Je m'engage en attendant à reprendre le paiement du loyer courant à compter du...

Je reviendrai vers vous au terme de ce délai, afin de vous proposer un plan d'apurement de la dette.

2ème cas : reprise du paiement du loyer au moment de l'envoi du courrier :

Afin de régulariser ma dette de loyer de €, je vous propose le plan d'apurement ci-joint. Si cette proposition vous convient merci de me renvoyer un exemplaire signé, que je pourrai transmettre à la CAF/MSA afin de maintenir mes droits à l'aide au logement (si vous êtes allocataire).

Avec votre accord, ces règlements s'effectueront par (moyen de paiement).

Je reste à disposition pour tout renseignement complémentaire.

Mes sincères salutations.

Signature

Plan d'apurement

Modèle* : - A adresser en LRAR-

Entre le propriétaire

NOM, Prénom, Raison sociale :

Adresse :

.....

.....

.....

Et le locataire

NOM, Prénom:.....

Adresse :

.....

.....

.....

Il est convenu ce qui suit :

Mr, Mme.....

S'engage à rembourser à :

La dette de loyers qui s'élève à : €

Conformément aux informations ci-dessous :

Durée du plan (limitée à 2 voire 3 ans) :

Date de début du plan :

Mensualité de remboursement : €

Ressources mensuelles des personnes vivant au foyer :€

Il s'engage également à payer son loyer courant de :€ chaque mois.

A, le.....

Le propriétaire

Le locataire

Lu et approuvé

Lu et approuvé

Signature

Signature

* Ce modèle vous est présenté à titre indicatif. Il est destiné à vous aider à rédiger votre propre courrier. Il est donc de votre responsabilité de vérifier qu'il correspond bien à votre situation. Pour toute information, consultez votre ADIL (pour connaître ADIL : www.anil.org).

➤ **Modèle de courrier suite à un Commandement de Payer** : -À adapter en fonction de sa situation-

A adresser en LRAR

Nom Prénom du locataire
Adresse
Code Postal **Ville**
N° Téléphone
Mail

Maitre XXXXX
Commissaire de justice
Adresse
Code Postal **Ville**

Fait à.....

Le.....

Lettre recommandée avec accusé de réception

Objet : Demande d'échéancier de paiement

PJ : Pièce justificative de paiement du loyer/1^{ère} mensualité d'échéancier

Maître,

Je fais suite à la réception de votre acte m'indiquant que je devais m'acquitter de la somme de XX € auprès de M... (bailleur) avant le ... (date).

Depuis le ... , je rencontre des difficultés à assurer le paiement de mes diverses charges, notamment liées à mon logement. (Expliquez les raisons).

Néanmoins, j'ai repris le paiement de mon loyer courant de X €, depuis le...

Soucieux de régler ma dette de **XX €**, je souhaiterais mettre en place un échéancier, avec vous, afin de ne pas aggraver davantage ma situation.

Aussi, je vous propose :

- ...€ sur mois (de2024 à202...)

Avec votre accord, ces règlements s'effectueront par (moyen de paiement).

Comme conseillé dans votre acte, je vais me rapprocher des services sociaux de proximité afin de faire appel au Fonds de Solidarité pour le Logement. Je ne manquerai pas de vous tenir informé de leur décision dès qu'elle me sera communiquée.

Je vous remercie par avance pour le temps que vous accorderez à ma demande et reste à disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie, d'agréer Maitre, à l'expression de mes sincères salutations.

Signature

NB : compte tenu de la dette et de vos capacités financières, limiter si possible l'échéancier à 24 mois, si besoin par paliers.

➤ **Modèle de courrier suite à assignation** : -À adapter en fonction de sa situation-

A adresser en LRAR

Nom Prénom du locataire

Adresse

Code Postal **Ville**

N° Téléphone

Adresse Mail

Nom et Prénom du bailleur

Ou du Commissaire de Justice

Adresse

Code Postal **Ville**

Ville, le.....

Objet : Reprise du paiement du loyer courant et proposition d'apurement de la dette locative.

Madame/Monsieur (le bailleur),

Je(/ nous) vous informe que j'ai bien reçu l'assignation délivrée par Me..... le (date).

J'ai rencontré de nombreuses difficultés qui ont conduit à l'existence d'impayés de loyers.

Je m'explique : (raisons à développer succinctement)

Je suis dès lors dans l'incapacité de rembourser la somme due en une seule fois.

Toutefois, j'ai réussi à reprendre le paiement de mon loyer courant de X € mais je vous demande, par la présente lettre, la mise en place d'un échéancier de paiement pour résorber ma dette locative, ce qui me permettrait de ne pas aggraver davantage mes difficultés financières.

Au regard de mes revenus et de mes dépenses mensuels, je vous propose ainsi de régler ma dette de loyer en payant directement à Mr (*Prénom Nom du propriétaire*) par (mettre le moyen de paiement choisi : virement/chèque...) :

- soit XX € sur X mois (*) le XX (jour de paiement à préciser)

En effet, je perçois mon salaire/AAH/RSA le XX de chaque mois.

- soit plusieurs mensualités échelonnées comme suit :

Du.....au.....[date] : mensualité :.....Euros

Du.....au.....[date] : mensualité :.....Euros

Du.....au.....[date] : mensualité :.....Euros

OU (en fonction de ce que souhaite le locataire par rapport à son bailleur)

Je vous propose de vous régler, à vous Commissaire de Justice, ma dette de loyer par (mettre le moyen de paiement choisi : virement/chèque...)

- soit XX € sur X mois (*) (jour de paiement à préciser)

En effet, je perçois mon salaire/AAH/RSA le XX de chaque mois.

- soit plusieurs mensualités échelonnées comme suit :

Du.....au.....[date] : mensualité :.....Euros

Du.....au.....[date] : mensualité :.....Euros

Du.....au.....[date] : mensualité :.....Euros

(Limiter si possible l'échéancier sur 36 mois maximum, si besoin est, par palier au regard de l'importance de la dette et de vos capacités financières.

Si ce n'est pas possible, envisager un échéancier sur 3 ans.

Les 35 premières échéances peuvent être d'un montant identique compatible avec les ressources du locataire et la dernière échéance peut représenter le solde de la dette.)

Si saisine du FSL : Comme cela était précisé dans le commandement de payer que j'ai reçu le XX, je vous informe que j'ai saisi le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) afin d'obtenir des aides financières.

Je multiplie en effet les démarches et les efforts pour pouvoir régler les sommes dues.

Je ne manquerai pas de vous tenir informé de la décision rendue.

En fonction du montant accordé par le FSL, j'adapterai mon échéancier.

Souhaitant pouvoir m'acquitter de ma dette, je souhaiterais que Mr (*Prénom Nom du créancier*), m'accorde un étalement de celle-ci.

Je souhaite pouvoir rester dans le logement (expliquer succinctement les raisons professionnelles, familiales, etc ...).

Je viendrai personnellement à l'audience qui aura lieu le XXX afin d'exposer ma situation au tribunal.

Je reste évidemment à votre disposition pour vous fournir tout renseignement que vous jugerez utile.

Veillez croire, Madame/Monsieur (le bailleur), en mes salutations les plus respectueuses.

Signature du ou des locataires

Pièces jointes annexées :

- **Photocopie des justificatifs** prouvant les difficultés de votre situation financière passes/actuelles (lettre de licenciement, synthèse de vos comptes, etc...).

+ **1ers justificatifs (chèque/virement ou autres) du paiement du loyer et de la 1^{ère} mensualité de l'échéancier proposé.**

- **Copie(s) de la lettre adressée(s) à Maître X ainsi qu'au FSL (lettre simple)**

➤ **Modèle de demande de délais dans le cadre d'une procédure d'expulsion au Juge de l'exécution** -à adapter en fonction de sa situation-

A adresser en LRAR

Nom Prénom du locataire

Adresse

Code Postal Ville

N° Téléphone

Adresse Mail

A l'attention du Juge de l'Execution

Adresse du Tribunal

Code Postal Ville

Objet : demande de délais dans le cadre d'une procédure d'expulsion (article R. 442-2 du code des procédures civiles d'exécution)

Madame/Monsieur le juge de l'exécution,

J'ai l'honneur de solliciter, par la présente, l'octroi de délais de grâce à la suite du commandement de quitter les lieux qui m'a été signifié par voie d'huissier le (date).

En effet, j'étais locataire de (indiquer le nom du bailleur) en vertu d'un bail d'habitation signé le ...

Suivant jugement en date du ..., le Tribunal judiciaire dea rendu le jugement suivant :

.....

Je ne suis pas en mesure de quitter les lieux dans le délai du commandement pour les raisons suivantes :

.....

C'est pourquoi je sollicite un délai de ...mois (de 1 mois à 1 an) pour quitter les lieux sur le fondement des articles L. 412-3 et L. 412-4 du code des procédures civiles d'exécution.

Veuillez trouver le nom et l'adresse du défendeur (propriétaire bailleur) à qui j'adresse copie de la présente :

.....

Dans l'attente de recevoir votre convocation à une prochaine audience,

Je vous prie de recevoir, Madame/Monsieur le Juge de l'exécution, l'assurance de mes sentiments respectueux et dévoués.

Fait le à...

Signature

Pièces jointes annexées :

- Commandement de quitter les lieux (+ sa signification)
- Justificatif de démarches entreprises pour un relogement (attestation de demande de logement social, dossier DALO, etc.)
- Justificatif de ressources
- Dernier avis d'échéance (quittance de loyer / indemnité d'occupation)

Copie à (propriétaire bailleur)

FICHE 10 : LES CERFA ET LEURS NOTICES

➤ Formulaire de demande de logement social :



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité



CERFA
cerfa
N° 14069 * 05

Demande de logement social

Article R. 441-2-2 du code de la construction et de l'habitation

Vous pouvez remplir ce formulaire et le déposer auprès d'un guichet (voir la notice).
L'enregistrement de votre demande est un droit. La seule condition est la fourniture de la copie d'une pièce d'identité ou d'un titre de séjour en cours de validité (photocopie ou scan).
▲ Les champs suivis d'une étoile (*) doivent obligatoirement être remplis.

Ce document est émis par le ministère en charge de la ville et du logement.
Ce formulaire peut se remplir facilement sur ordinateur. Si vous ne disposez pas du logiciel adapté, vous pouvez télécharger Adobe Acrobat Reader gratuitement [via ce lien](#) 

Cadre réservé au service

Date de dépôt au guichet :

1 Votre demande

Il s'agit :

d'une première demande
 du renouvellement d'une demande en cours
 d'une modification d'une demande en cours

Si vous avez déjà une demande en cours, indiquez votre numéro unique d'enregistrement :

A1

2 Vos coordonnées

Madame Monsieur

Nom de naissance* Prénom(s)*

Nom d'usage (si différent)

Date de naissance* :

Nationalité* Française Union européenne Hors Union européenne

Votre numéro de sécurité sociale* : A2

Téléphone domicile ou professionnel :

Téléphone portable :

Adresse électronique personnelle : @

Téléphone d'une personne ou d'une structure vous aidant dans les démarches :

Adresse électronique d'une personne ou d'une structure vous aidant dans les démarches : @

Acceptez-vous de recevoir des informations sur votre demande :

Par mail ? Oui Non Par SMS ? Oui Non

Acceptez-vous que la personne ou structure qui vous aide reçoive ces mêmes informations ?

Oui Non

Adresse du logement où vous vivez actuellement

Numéro : Voie :

Lieu-dit :

Bâtiment : Escalier : Étage : Appartement :

Complément d'adresse :

Code postal : Commune :

Pays :

Si vous êtes hébergé, personne ou structure hébergeante :

Adresse à laquelle le courrier doit vous être envoyé (si cette adresse est différente)

Numéro : Voie :

Lieu-dit :

Bâtiment : Escalier : Étage : Appartement :

Complément d'adresse :

Code postal : Commune :

Pays :

Si vous êtes hébergé ou domicilié, personne ou structure à qui envoyer un courrier :

Votre conjoint ou votre codemandeur

Madame Monsieur

Nom de naissance*

Prénom(s)*

Nom d'usage (si différent)

Date de naissance* :

Nationalité* Française Union européenne Hors Union européenne

Son numéro de sécurité sociale* :

Ses coordonnées :

Téléphone domicile ou professionnel :

Téléphone portable :

Adresse électronique :

@

Accepte-t-il de recevoir des informations : par mail ? Oui Non par SMS ? Oui Non

Lien avec le demandeur*

B2 Marié B3 Pacsé B4 Concubin B5 Ascendant B6 Descendant B7 Fratrie

Vous remplissez autant de page 2 que nécessaire pour donner les informations sur le(s) codemandeur(s)

Vos colocataires

1 Madame Monsieur

Nom de naissance

Prénom(s)

Nom d'usage (si différent)

Date de naissance : / /

2 Madame Monsieur

Nom de naissance

Prénom(s)

Nom d'usage (si différent)

Date de naissance : / /

3 Madame Monsieur

Nom de naissance

Prénom(s)

Nom d'usage (si différent)

Date de naissance : / /

Handicap

Nombre de personnes en situation de handicap :

 Si vous êtes en situation de handicap et que vous recherchez un logement adapté, veuillez renseigner le volet Handicap en annexe

Personnes à charge

Personnes fiscalement à votre charge ou à la charge de votre conjoint ou du codemandeur qui vivront dans le logement

1 F M

Nom

Prénom(s)

Date de naissance : / /

Lien de parenté : Parent Enfant Autre

2 F M

Nom

Prénom(s)

Date de naissance : / /

Lien de parenté : Parent Enfant Autre

3 F M

Nom

Prénom(s)

Date de naissance : / /

Lien de parenté : Parent Enfant Autre

4 F M

Nom

Prénom(s)

Date de naissance : / /

Lien de parenté : Parent Enfant Autre

5 F M

Nom

Prénom(s)

Date de naissance : / /

Lien de parenté : Parent Enfant Autre

6 F M

Nom

Prénom(s)

Date de naissance : / /

Lien de parenté : Parent Enfant Autre

7 F M

Nom

Prénom(s)

Date de naissance : / /

Lien de parenté : Parent Enfant Autre

8 F M

Nom

Prénom(s)

Date de naissance : / /

Lien de parenté : Parent Enfant Autre

i S'il y a plus de 8 personnes à charge, donnez les informations sur une feuille complémentaire

Si naissance attendue, date de naissance prévue : / /

Nombre d'enfants à naître :

Autres enfants

Enfants en droit de visite et d'hébergement (et enfants en garde alternée qui ne sont pas encore fiscalement à charge).

1 F M

Nom

Prénom(s)

Date de naissance : / /

Garde alternée Droit de visite et d'hébergement

2 F M

Nom

Prénom(s)

Date de naissance : / /

Garde alternée Droit de visite et d'hébergement

3 F M

Nom

Prénom(s)

Date de naissance : / /

Garde alternée Droit de visite et d'hébergement

4 F M

Nom

Prénom(s)

Date de naissance : / /

Garde alternée Droit de visite et d'hébergement

5 F M

Nom

Prénom(s)

Date de naissance : / /

Garde alternée Droit de visite et d'hébergement

3 Votre situation professionnelle

Profession :

- D2 Salarié du privé D3 Agent de l'État D4 Agent hospitalier D5 Agent de collectivité territoriale
 D6 Étudiant ou apprenti D7 Assistant familial ou maternel D8 Indépendant D9 Chômage D10 Retraité
 D11 Autres situations

Ville du lieu de travail principal :

Code postal :

Pays du lieu de travail :

Si vous êtes salarié ou apprenti dans une entreprise privée et que vous travaillez dans un établissement situé en France, précisez le numéro SIRET de votre employeur principal :

D12

D13 Vous êtes en CDD ou en intérim.

D14 Vous avez vécu une période de chômage de plus d'un an.

Elle s'est terminée le : D15

Situation professionnelle de votre conjoint ou de votre codemandeur

Profession : D16

- D17 Salarié du privé D18 Agent de l'État D19 Agent hospitalier D20 Agent de collectivité territoriale
 D21 Étudiant ou apprenti D22 Assistant familial ou maternel D23 Indépendant D24 Chômage D25 Retraité
 D26 Autres situations

Ville du lieu de travail principal :

Code postal :

Pays du lieu de travail :

Si votre conjoint ou votre codemandeur est salarié ou apprenti dans une entreprise privée et qu'il travaille dans un établissement situé en France, précisez le numéro SIRET de son employeur principal :

D27

D28 Votre conjoint ou votre codemandeur est en CDD ou en intérim.

D29 Votre conjoint ou votre codemandeur a vécu une période de chômage de plus d'un an.

Elle s'est terminée le : D30

D31 Vous remplissez autant de page 6 que nécessaire pour donner les informations sur le(s) codemandeur(s).

4 Revenus

Revenus annuels (revenu fiscal de référence)

	Revenus du demandeur et de son conjoint	Revenus du codemandeur
Sur les revenus de l'année ^{E1} 20 <input type="text"/> <input type="text"/> année en cours moins 2 (par exemple en 2023 c'est sur 2021)	^{E2} <input type="text"/> <input type="text"/> €	^{E3} <input type="text"/> <input type="text"/> €
Sur les revenus de l'année ^{E4} 20 <input type="text"/> <input type="text"/> année en cours moins 1 (par exemple en 2023 c'est sur 2022). Si vous avez reçu votre Avis d'impôt ou votre Avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu (ASDIR).	^{E5} <input type="text"/> <input type="text"/> €	^{E6} <input type="text"/> <input type="text"/> €

Revenus mensuels

Ressources du demandeur, du conjoint ou du codemandeur et des personnes fiscalement à leur charge qui vivront dans le logement (hors APL/ALS/ALF)

Percevez-vous des ressources mensuelles* ? ^{E7} Oui ^{E8} Non

Si vous avez coché oui, vous devez obligatoirement renseigner toutes vos ressources mensuelles.

Montant net en euros par mois (sans les centimes) avant impôts sur le revenu	Ressources du demandeur	Ressources du conjoint ou du codemandeur	Ressources des autres personnes fiscalement à charge
Salaire ou revenu d'activité	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Retraite	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Allocation chômage / Indemnités	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Pension alimentaire reçue	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Pension d'invalidité	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Allocations familiales	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Allocation d'adulte handicapé (AAH)	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Allocation d'éducation d'enfant handicapé	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Allocation journalière de présence parentale	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Revenu de solidarité active (RSA)	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Allocation jeune enfant (PAJE)	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
ASPA (ex. minimum vieillesse)	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Bourse étudiant	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Prime d'activité	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Autres (hors APL ou ALS ou ALF)	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Pensions alimentaires que vous versez ^{E9}	- <input type="text"/>	- <input type="text"/>	- <input type="text"/>

ⁱ Vous remplissez autant de page 7 que nécessaire pour donner les informations sur le(s) codemandeur(s).

5 Votre situation*

Votre logement actuel

Vous êtes propriétaire

F1 Propriétaire occupant

Vous êtes locataire (cochez une seule case)

F2 Locataire d'un logement social (HLM)

Nom du bailleur figurant sur la quittance

F3

SIREN du bailleur figurant sur la quittance

F4

F5 Locataire ou sous locataire d'un logement privé

Vous êtes hébergé (cochez une seule case)

F6 Résidence hôtelière à vocation sociale (RHVS)

F7 Structure d'hébergement (CHRS, CHU, CADA...)

F8 Centre départemental de l'enfance et de la famille ou centre maternel

F9 Chez vos parents ou chez vos enfants

F10 Chez un particulier

F11 À l'hôtel

F12 Logement temporaire

F13 En appartement de coordination thérapeutique

F14 Logement de fonction

F15 Logé en logement-foyer (FJT, FTM, FPA, FPH), en résidence sociale ou en pension de famille (maison-relais)

F16 Résidence étudiante ou universitaire

F17 Sans abri, habitat de fortune, bidonville

F18 Occupant sans titre, squat

F19 Camping

F20 Habitat mobile

Nombre de pièces principales (hors cuisine et salle de bain) F21

1 (studio) 2 3 4 5 6 et + Surface habitable : F22 m²

Nombre de personnes habitant dans le logement actuel* : F23

Si vous payez un loyer ou une redevance, montant mensuel (loyer + charges) : F24

Si vous percevez une aide personnelle au logement, montant mensuel : F25

F26 Logement non décent

F27 Logement indigne

F28 Logement repris ou mis en vente par son propriétaire

F29 Logement inadapté au handicap ou à la perte d'autonomie

F30 Logement trop cher

F31 Logement trop grand

F32 Logement trop petit

F33 Logement bientôt démolit

Logement éloigné :

F34 du lieu de travail

F35 des équipements et services

F36 de la famille

F37 En procédure d'expulsion

Si jugement d'expulsion, date du jugement : F38

Si commandement de quitter les lieux, date de la notification : F39

Famille

F40 Violences au sein du couple

F41 Menace de mariage forcé

F42 Rapprochement familial

F43 Départ de personne(s) à charge du foyer

F44 Divorce ou séparation

Travail

F45 Changement de lieu de travail

Autre

F46 Pris en charge par le service de l'aide sociale à l'enfance (ASE) ou sorti de cette prise en charge depuis moins de 3 ans

F47 Sapeur pompier volontaire

Êtes-vous (ou votre conjoint ou votre codemandeur) propriétaire d'un logement autre que celui que vous habitez* ?

F48 Oui F49 Non

Le logement que vous recherchez

Appartement Maison Indifférent Souhaitez-vous un parking ? Oui Non

g1 Nombre de pièces principales (hors cuisine et salle de bain) :

1 2 3 4 5 6 et + Chambre en colocation

Nombre de personnes à loger* : g2

Refuserez-vous absolument un logement en rez-de-chaussée ? Oui Non

Refuserez-vous absolument un logement sans ascenseur ? Oui Non

Je souhaite être informé sur la possibilité de devenir propriétaire

Si vous recherchez un appartement adapté au handicap ou à la perte d'autonomie, remplissez autant de formulaires complémentaires qu'il y a de personnes concernées.

Localisation souhaitée* (par ordre de préférence)

g3 Ville ou arrondissement souhaité / quartier et code postal :

1.	<input type="text"/>								
2.	<input type="text"/>								
3.	<input type="text"/>								
4.	<input type="text"/>								
5.	<input type="text"/>								
6.	<input type="text"/>								
7.	<input type="text"/>								
8.	<input type="text"/>								
9.	<input type="text"/>								
10.	<input type="text"/>								
11.	<input type="text"/>								
12.	<input type="text"/>								
13.	<input type="text"/>								
14.	<input type="text"/>								
15.	<input type="text"/>								
16.	<input type="text"/>								
17.	<input type="text"/>								

Acceptez-vous que votre demande soit élargie à d'autres villes ou quartiers proches de vos choix de localisation ?

Oui Non

6 Précisions complémentaires

H1 Voir notice



H2 Souhaitez-vous effectuer le renouvellement annuel de votre demande sur le site internet :

www.demande-logement-social.gouv.fr Oui Non

Si oui, vous recevrez un mail d'alerte à l'adresse que vous avez indiquée à la page 1

En déposant votre demande, vous attestez que les informations ci-dessus sont exactes.

Vous vous engagez à signaler tout changement de situation.

Le : / /

Dans le cadre de la nationalisation de la demande de logement social, le présent document autorise l'administration à regrouper les demandes déposées sur plusieurs départements. Les données les plus récentes que vous avez communiquées sont intégrées dans la demande nationale. L'ensemble des localisations souhaitées sont maintenues. Toute fausse déclaration est passible des peines mentionnées aux articles 441-6 et 441-7 du Code pénal.

Les informations figurant sur cet imprimé feront l'objet d'un traitement informatisé mis en oeuvre conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit règlement général sur la protection des données ou RGPD) et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Conformément aux articles 12 et suivants du RGPD et aux articles 48 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous pouvez accéder aux informations vous concernant auprès du service qui a enregistré votre demande ou sur le site www.demande-logement-social.gouv.fr.

Complément à la demande de logement social Logements adaptés au(x) handicap(s) et à la perte d'autonomie

Chacun des futurs occupants du logement ayant besoin d'un logement adapté au handicap doit remplir un questionnaire.

Numéro unique d'enregistrement : 11

La personne handicapée (ou en perte d'autonomie)

Votre date de naissance :

Votre handicap est-il reconnu par la Maison départementale des personnes handicapées ? Oui Non

Êtes-vous en contact régulier avec :

un référent de la Maison départementale des personnes handicapées ? Oui Non

un travailleur social ? Oui Non

une association (d'aide aux personnes handicapées ou d'aide à domicile) ? Oui Non

Si oui, merci d'indiquer son nom et ses coordonnées professionnelles :

Nom :

Numéro : Voie :

Code postal : Commune :

Téléphone :

Adresse électronique :

@

S'il s'agit d'un organisme, avez-vous élu domicile auprès de lui ? Oui Non

Votre handicap

Nature du handicap ou de la perte d'autonomie :

Moteur

Membre(s) supérieur(s) Membre(s) inférieur(s)

Sensoriel

Déficience auditive Déficience visuelle

Autre

Précisez :

Besoins en aides techniques

Aucune Canne béquille

Fauteuil roulant manuel Déambulateur

Fauteuil roulant électrique Lève-personne

Lit médicalisé

Capacité à monter les marches

Impossible 1 à 3 marches

1 étage Plus d'un étage

Présence d'une tierce personne

(aide à domicile, aide soignant, veille de nuit)

Votre handicap est-il ? (cochez une seule case)

Stabilisé Évolutif

Caractéristiques du logement que vous demandez

Les équipements dont vous avez impérativement besoin

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Baignoire adaptée | <input type="checkbox"/> Chambre avec une tierce personne (aide à domicile, aide soignant) |
| <input type="checkbox"/> Douche sans seuil | <input type="checkbox"/> Place de stationnement accessible et de largeur adaptée (3,30 m) |
| <input type="checkbox"/> Ascenseur | <input type="checkbox"/> WC avec espace de transfert |

Plus le nombre d'équipements impératifs sera important, plus il sera difficile de trouver un logement adapté à votre demande. Il est donc important que vous sélectionniez uniquement ceux qui vous sont indispensables.

Vos besoins particuliers quant à la localisation du logement et à son environnement

(exemple : besoins de services de santé de proximité).

Autres besoins, précisez :

➤ Formulaire de déclaration de surendettement :

Commission de surendettement des particuliers

DÉCLARATION DE SURENDETTEMENT

CODE DE LA CONSOMMATION – LIVRE VII

Impression
Réinitialisation

➤ DÉPOSANT Monsieur Madame

Nom de naissance* _____

Nom d'usage _____

Prénoms* _____
(dans l'ordre de l'état civil)

Date de naissance* _____ Lieu de naissance* _____

N° département de naissance* _____ Pays de naissance _____
(sauf si commune de naissance à l'étranger) (si commune de naissance à l'étranger)

➤ CO-DÉPOSANT Monsieur Madame

Nom de naissance** _____

Nom d'usage _____

Prénoms** _____
(dans l'ordre de l'état civil)

Date de naissance** _____ Lieu de naissance** _____

N° département de naissance** _____ Pays de naissance _____
(sauf si commune de naissance à l'étranger) (si commune de naissance à l'étranger)

➤ COORDONNÉES PERSONNELLES

Bâtiment _____ Escalier _____ Étage _____ Appartement _____

Numéro _____ Voie _____

Lieu-dit _____

Code postal _____ Localité _____

Pays _____

Téléphone déposant _____ Téléphone co-déposant _____

Adresse courriel déposant _____

Adresse courriel co-déposant _____

➤ VOUS ÊTES ASSISTÉ(E) PAR UN TRAVAILLEUR SOCIAL

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Téléphone _____ Adresse courriel _____

En signant cette déclaration, j'autorise la commission à adresser une copie des courriers relatifs au traitement de mon dossier au travailleur social dont les coordonnées figurent ci-dessus

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des informations déclarées.

Fait à _____ le _____

Signature du déposant*	Signature du co-déposant**
Nom, adresse du mandataire spécial ou du représentant légal	Signature
Nom, adresse du mandataire spécial ou du représentant légal	Signature

Joindre la copie de votre pièce d'identité, du jugement de curatelle, tutelle ou du mandat pour le mandataire spécial

N°13594*02

* rubrique à renseigner obligatoirement

** rubrique à renseigner obligatoirement si présence d'un co-déposant

page 1/12

Commission de surendettement des particuliers

Impression

DÉCLARATION DE SURENDETTEMENT

Réinitialisation

➤ VOUS AVEZ DÉJÀ DÉPOSÉ UN DOSSIER DE SURENDETTEMENT *

 Non Oui – N° dossier précédent : 0

Joindre la copie du plan ou des mesures

➤ SITUATION FAMILIALE ACTUELLE*

Vous vivez en couple :		Vous vivez seul(e)	
<input type="checkbox"/> Marié(e) depuis le		<input type="checkbox"/> Célibataire	
<input type="checkbox"/> Pacsé(e) depuis le		<input type="checkbox"/> Séparé(e) depuis le	
<input type="checkbox"/> Concubin(e) depuis le		<input type="checkbox"/> Divorcé(e) depuis le	
Autre à préciser :		<input type="checkbox"/> Veuf(ve) depuis le	

Joindre selon les situations : copie du jugement de divorce, de l'ordonnance de non-conciliation ou de fin du PACS

➤ ENFANT(S) ET/OU AUTRE(S) PERSONNE(S) VIVANT À VOTRE DOMICILE* (ENFANT, ENFANT À NAÎTRE, CONJOINT(E) NON DÉPOSANT, AUTRE PERSONNE À CHARGE)

Lien de parenté	Date de naissance	Situation ou mode de garde	Ressources
▼			<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
▼			<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
▼			<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
▼			<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
▼			<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
▼			<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Joindre la copie des justificatifs des ressources des personnes vivant dans votre foyer

➤ SITUATION LOGEMENT*

Vous êtes :	Déposant	Co-déposant
Locataire Faites-vous l'objet d'une procédure d'expulsion* ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Propriétaire Faites-vous l'objet d'une saisie immobilière* ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Hébergé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Occupant à titre gratuit	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Sans domicile fixe	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
En maison de retraite	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres cas (mobil-home, famille d'accueil...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Joindre la copie du justificatif correspondant à votre situation de logement et tout document relatif à la procédure d'expulsion ou de saisie immobilière

➤ PRESTATIONS FAMILIALES

	Déposant	Co-déposant
CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES (préciser le n° d'allocataire*)		
MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE (préciser le n° d'allocataire*)		

Joindre la copie de la notification des droits.

page 2/12

Commission de surendettement des particuliers

Impression

DÉCLARATION DE SURENDETTEMENT

Réinitialisation

SITUATION PROFESSIONNELLE	Déposant	Co-déposant
Quelle est votre profession ou votre dernier emploi occupé ?		
Quelle est votre qualification ?*		
Actuellement, vous êtes* :		
<input type="checkbox"/> Salarié en CDI	Depuis le : <input type="text"/>	Depuis le : <input type="text"/>
<input type="checkbox"/> Salarié en CDD	Depuis le : <input type="text"/>	Depuis le : <input type="text"/>
<input type="checkbox"/> Salarié intérimaire	Depuis le : <input type="text"/>	Depuis le : <input type="text"/>
<input type="checkbox"/> Retraité	Depuis le : <input type="text"/>	Depuis le : <input type="text"/>
<input type="checkbox"/> En congé parental	Depuis le : <input type="text"/>	Depuis le : <input type="text"/>
<input type="checkbox"/> Demandeur d'emploi	Depuis le : <input type="text"/>	Depuis le : <input type="text"/>
<input type="checkbox"/> Étudiant	Depuis le : <input type="text"/>	Depuis le : <input type="text"/>
<input type="checkbox"/> Sans activité	Depuis le : <input type="text"/>	Depuis le : <input type="text"/>
<input type="checkbox"/> Autre	Depuis le : <input type="text"/>	Depuis le : <input type="text"/>
	Précisez : <input type="text"/>	<input type="text"/>
Aucun justificatif n'est à joindre sur votre état de santé qui relève du secret médical.		

MONTANT DES RESSOURCES MENSUELLES		Déposant	Co-déposant
Salaire	Salaire	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Pensions	Retraite	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	Pension alimentaire reçue	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	Autres pensions	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Allocations	Allocations chômage	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	Allocation logement / APL	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	Allocations familiales	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	Allocation spécifique de solidarité	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	Revenu de Solidarité Active	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Rentes	Autres allocations	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	Rente viagère	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Autres ressources	Autres rentes	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	Indemnités journalières	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	Revenus fonciers	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	Revenus de valeurs et capitaux mobiliers	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	Autres	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Joindre les justificatifs de l'ensemble de vos ressources déclarées.			

Commission de surendettement des particuliers

Impression

DÉCLARATION DE SURENDETTEMENT

Réinitialisation

➤ MONTANT DES CHARGES MENSUELLES		Déposant	Co-déposant
Charges liées au logement	Loyer		
	Charges de copropriété		
	Frais de maison de retraite ou autres		
Joindre une copie attestant le montant des charges déclarées ci-dessus (quittance de loyer, avis d'échéance...)			
Impôts	Impôts sur le revenu		
	Taxe d'habitation		
	Taxe foncière		
Joindre en fonction de votre situation la copie recto-verso de votre avis d'imposition ou de non-imposition, de votre taxe d'habitation et/ou de votre taxe foncière			
Autres charges	Pension alimentaire versée		
	Mutuelle		
	Chauffage		
	Frais de garde		
	Frais de scolarité		
	Frais de transport professionnels		
Toutes les autres charges sont comptabilisées en fonction du barème retenu par la commission de surendettement (annexe 4 du règlement intérieur disponible sur www.banque-france.fr)			
Joindre la copie des justificatifs de charges déclarées ci-dessus			

➤ GESTION DU BUDGET
Avez-vous au moins un compte bancaire ou de paiement ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non (si vous avez coché « oui », saisissez ci-dessous l'IBAN de chacun de vos comptes).
Joindre la copie du dernier relevé bancaire avec coordonnées bancaires sur au moins un mois, pour chaque compte bancaire.

➤ VÉHICULE(S)		
Type de véhicule	Location avec Option d'Achat (LOA) ou Location Longue Durée (LLD)	Valeur estimée en euros si vous avez coché « non » à la colonne précédente
	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
Joindre la copie de chaque carte grise des véhicules déclarés		

page 4/12

Commission de surendettement des particuliers

Impression

DÉCLARATION DE SURENDETTEMENT

Réinitialisation

Clic obligatoire

PATRIMOINE

IMMOBILIER	Valeur estimée en euros	Bien en indivision
Résidence principale	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Autre bien immobilier	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Autre bien immobilier	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Terrain	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Mobil-home - caravane	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Garage - parking	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Autres à préciser : <input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Joindre une estimation des biens déclarés établie par un professionnel et/ou tout document relatif à l'indivision (acte notarié...).

ÉPARGNE	Déposant	Co-déposant
Plan d'épargne logement (PEL)	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Livret A	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Livret de développement durable (LDD)	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Livret d'épargne populaire (LEP)	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Compte épargne logement (CEL)	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Plan d'épargne en action (PEA)	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Plan d'épargne entreprise (PEE)	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Plan d'épargne retraite (PERP ou PERCO)	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Assurance-vie	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Parts de SCI (préciser la valeur)	<input type="text"/>	<input type="text"/>

AUTRE PATRIMOINE (BIJOUX, TABLEAUX, BATEAU...)

Précisez :

SI VOUS N'AVEZ PAS DE PATRIMOINE COCHEZ CETTE CASE

Clic Obligatoire

Joindre la copie du dernier relevé des comptes épargne ou assurance-vie, des statuts de la SCI.

Commission de surendettement des particuliers

Impression

DÉCLARATION DE SURENDETTEMENT

Réinitialisation

➔ **ÉTAT DE L'ENDETTEMENT**

Clic Obligatoire

Dettes de logement

	Dette n° 1	Dette n° 2
Nom et adresse du créancier		
Référence de la dette		
Montant impayé		
Faites-vous l'objet de poursuites ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
	Dette n° 3	Dette n° 4
Nom et adresse du créancier		
Référence de la dette		
Montant impayé		
Faites-vous l'objet de poursuites ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Dettes de charges courantes (impôts, EDF, dettes sociales, assurances...)

	Dette n° 1	Dette n° 2
Nom et adresse du créancier		
Référence de la dette		
Montant impayé		
Faites-vous l'objet de poursuites ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
	Dette n° 3	Dette n° 4
Nom et adresse du créancier		
Référence de la dette		
Montant impayé		
Faites-vous l'objet de poursuites ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
	Dette n° 5	Dette n° 6
Nom et adresse du créancier		
Référence de la dette		
Montant impayé		
Faites-vous l'objet de poursuites ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commission de surendettement des particuliers

Impression

DÉCLARATION DE SURENDETTEMENT

Réinitialisation

Clic Obligatoire

Dettes diverses (avocat, factures diverses, chèques impayés...)

	Dette n° 1	Dette n° 2
Nom et adresse du créancier	<input style="width: 95%; height: 20px;" type="text"/>	<input style="width: 95%; height: 20px;" type="text"/>
Référence de la dette	<input style="width: 95%; height: 20px;" type="text"/>	<input style="width: 95%; height: 20px;" type="text"/>
Montant impayé	<input style="width: 95%; height: 20px;" type="text"/>	<input style="width: 95%; height: 20px;" type="text"/>
Faites-vous l'objet de poursuites ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
	Dette n° 3	Dette n° 4
Nom et adresse du créancier	<input style="width: 95%; height: 20px;" type="text"/>	<input style="width: 95%; height: 20px;" type="text"/>
Référence de la dette	<input style="width: 95%; height: 20px;" type="text"/>	<input style="width: 95%; height: 20px;" type="text"/>
Montant impayé	<input style="width: 95%; height: 20px;" type="text"/>	<input style="width: 95%; height: 20px;" type="text"/>
Faites-vous l'objet de poursuites ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
	Dette n° 5	Dette n° 6
Nom et adresse du créancier	<input style="width: 95%; height: 20px;" type="text"/>	<input style="width: 95%; height: 20px;" type="text"/>
Référence de la dette	<input style="width: 95%; height: 20px;" type="text"/>	<input style="width: 95%; height: 20px;" type="text"/>
Montant impayé	<input style="width: 95%; height: 20px;" type="text"/>	<input style="width: 95%; height: 20px;" type="text"/>
Faites-vous l'objet de poursuites ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Dettes de pension alimentaire/Amendes/Condamnations pénales/Dettes frauduleuses

	Dette n° 1	Dette n° 2
Nom et adresse du créancier	<input style="width: 95%; height: 20px;" type="text"/>	<input style="width: 95%; height: 20px;" type="text"/>
Référence de la dette	<input style="width: 95%; height: 20px;" type="text"/>	<input style="width: 95%; height: 20px;" type="text"/>
Montant impayé	<input style="width: 95%; height: 20px;" type="text"/>	<input style="width: 95%; height: 20px;" type="text"/>
Faites-vous l'objet de poursuites ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
	Dette n° 3	Dette n° 4
Nom et adresse du créancier	<input style="width: 95%; height: 20px;" type="text"/>	<input style="width: 95%; height: 20px;" type="text"/>
Référence de la dette	<input style="width: 95%; height: 20px;" type="text"/>	<input style="width: 95%; height: 20px;" type="text"/>
Montant impayé	<input style="width: 95%; height: 20px;" type="text"/>	<input style="width: 95%; height: 20px;" type="text"/>
Faites-vous l'objet de poursuites ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

page 7/12

Commission de surendettement des particuliers

Impression

DÉCLARATION DE SURENDETTEMENT

Réinitialisation

Clic Obligatoire

Découverts bancaires

	Compte n° 1	Compte n° 2
Nom et adresse de la banque		
Référence du compte		
Montant du découvert utilisé		
Faites-vous l'objet de poursuites ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
	Compte n° 3	Compte n° 4
Nom et adresse de la banque		
Référence du compte		
Montant du découvert utilisé		
Faites-vous l'objet de poursuites ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Locations diverses (Locations avec option d'achat, locations longue durée, ...)

	Contrat n° 1	Contrat n° 2
Nom et adresse du créancier		
Référence du contrat		
Date de début de contrat		
Nombre de loyers prévus au contrat		
Montant du loyer mensuel		
Montant des impayés		
Montant du solde après-vente		
Faites-vous l'objet de poursuites ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
	Contrat n° 3	Contrat n° 4
Nom et adresse du créancier		
Référence du contrat		
Date de début de contrat		
Nombre de loyers prévus au contrat		
Montant du loyer mensuel		
Montant des impayés		
Montant du solde après-vente		
Faites-vous l'objet de poursuites ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commission de surendettement des particuliers

Impression

DÉCLARATION DE SURENDETTEMENT

Réinitialisation

Clic Obligatoire

Crédits immobiliers

	Prêt n° 1	Prêt n° 2
Nom et adresse du créancier		
Nom et adresse de l'assureur si différent du créancier		
Référence du prêt		
Date d'octroi		
Capital emprunté		
Taux nominal/débiteur annuel		
Mensualité hors assurance		
Montant mensuel de l'assurance du prêt		
Restant dû		
Montant impayé		
Montant exigible		
Faites-vous l'objet de poursuites ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
	Prêt n° 3	Prêt n° 4
Nom et adresse du créancier		
Nom et adresse de l'assureur si différent du créancier		
Référence du prêt		
Date d'octroi		
Capital emprunté		
Taux nominal/débiteur annuel		
Mensualité hors assurance		
Montant mensuel de l'assurance du prêt		
Restant dû		
Montant impayé		
Montant exigible		
Faites-vous l'objet de poursuites ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commission de surendettement des particuliers

Impression

DÉCLARATION DE SURENDETTEMENT

Réinitialisation

Clic Obligatoire

Crédits à la consommation (crédits renouvelables, prêts personnels...)

	Prêt n° 1	Prêt n° 2
Nom et adresse du créancier		
Référence du prêt		
Date d'octroi		
Capital emprunté		
Taux nominal/débiteur annuel		
Mensualité		
Restant dû		
Montant impayé		
Montant exigible		
Faites-vous l'objet de poursuites ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
	Prêt n° 3	Prêt n° 4
Nom et adresse du créancier		
Référence du prêt		
Date d'octroi		
Capital emprunté		
Taux nominal/débiteur annuel		
Mensualité		
Restant dû		
Montant impayé		
Montant exigible		
Faites-vous l'objet de poursuites ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
	Prêt n° 5	Prêt n° 6
Nom et adresse du créancier		
Référence du prêt		
Date d'octroi		
Capital emprunté		
Taux nominal/débiteur annuel		
Mensualité		
Restant dû		
Montant impayé		
Montant exigible		
Faites-vous l'objet de poursuites ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

page 10/12

Réinitialisation

Impression

Commission de surendettement des particuliers

DÉCLARATION DE SURENDETTEMENT

Clic Obligatoire

Crédits à la consommation (crédits renouvelables, prêts personnels...)

	Prêt n° 7	Prêt n° 8
Nom et adresse du créancier		
Référence du prêt		
Date d'octroi		
Capital emprunté		
Taux nominal/débiteur annuel		
Mensualité		
Restant dû		
Montant impayé		
Montant exigible		
Faites-vous l'objet de poursuites ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Autres prêts (prêts familiaux, prêt employeur, prêt CAF...)

	Prêt n° 1	Prêt n° 2
Nom et adresse du créancier		
Référence du prêt		
Date d'octroi		
Capital emprunté		
Taux nominal/débiteur annuel		
Mensualité		
Restant dû		
Montant impayé		
Montant exigible		
Faites-vous l'objet de poursuites ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Cautionnement

Vous vous êtes porté(e) caution et vous faites l'objet de poursuites, merci de remplir les champs ci-dessous

	Dettes n° 1	Dettes n° 2
Nom et adresse du créancier	Joindre un justificatif avec adresse	Joindre un justificatif avec adresse
Référence de la dette		
Montant réclamé		
Nom de la personne ou de la société que vous avez cautionnée		

Joindre une copie d'un justificatif de chacune des dettes déclarées au dossier, précisant l'adresse du créancier et le montant restant à devoir.

CAUSE DE VOTRE SITUATION DE SURENDETTEMENT

Quelle est selon vous, la cause principale du dépôt de votre dossier de surendettement ? (chômage, séparation, décès d'un membre de la famille, baisse ou insuffisance des ressources...) :

page 11/12

Commission de surendettement des particuliers

Impression

DÉCLARATION DE SURENDETTEMENT

Réinitialisation

Dossier à renvoyer à l'adresse suivante

**BANQUE DE FRANCE
SURENDETTEMENT
TSA 41217
75035 PARIS CEDEX 01**

AVERTISSEMENT

Toutes les informations recueillies dans le présent formulaire permettront à la commission d'apprécier si votre situation justifie l'ouverture d'une procédure de surendettement. Elles seront vérifiées auprès de vos créanciers et des administrations. Des renseignements complémentaires pourront également vous être demandés. Si votre dossier est incomplet, il peut être clôturé.

La Banque de France, qui assure le secrétariat de la commission, est responsable de traitement pour les données à caractère personnel vous concernant. Ses coordonnées sont : Banque de France - Direction des particuliers - Service du Surendettement, 39 rue Croix-des-Petits-Champs, 75049 Paris Cedex 01.

Les implantations de la Banque de France et les modalités d'accueil du public sont disponibles sur le site <https://www.banque-france.fr/la-banque-de-france/nous-connaître/implantations-de-la-banque>.

Les informations d'ordre général sur la procédure de surendettement sont consultables sur le site <https://particuliers.banque-france.fr/>.

Les données transmises sont destinées à l'instruction de votre dossier par la commission, dans les conditions prévues par le Livre VII du code de la consommation relatif au traitement des situations de surendettement.

Les destinataires de vos données à caractère personnel sont vos créanciers ou leurs éventuels mandataires et les tribunaux d'instance. Vos données sont également susceptibles d'être communiquées à d'autres juridictions, à des administrations publiques, aux organismes publics compétents en matière d'aide au logement ou de prévention des expulsions, à d'éventuels sous-traitants ainsi qu'aux tiers autorisés par la loi.

Si l'un de vos créanciers est domicilié dans un pays non membre de l'Union européenne, vos données à caractère personnel peuvent lui être transférées. Vos données peuvent ne pas bénéficier dans ce pays d'un niveau de protection équivalent à celui qui est offert par les dispositions en vigueur au sein de l'Union européenne.

La durée de conservation de vos données correspond à la durée de l'instruction de votre dossier de surendettement augmentée d'un an. Si la procédure aboutit à l'établissement d'un plan ou de mesures imposées, vos données sont conservées pendant la durée de ce plan ou de ces mesures. Les données figurant dans les décisions de la commission sont conservées quant à elles pendant dix ans. Vos données sont également susceptibles d'être traitées à des fins archivistiques, conformément aux dispositions du code du patrimoine, et à des fins statistiques. Dans ce dernier cas, elles font l'objet d'un procédé d'anonymisation.

En signant cette déclaration, vous acceptez que l'ensemble des informations (à l'exception des numéros de téléphone, adresse courriel et pièces justificatives) soit porté à la connaissance de vos créanciers, y compris, le cas échéant, s'ils se trouvent dans un pays non membre de l'Union européenne. Si vous refusez de communiquer ces données ou vous opposez à leur traitement, votre dossier ne peut pas être examiné et vous renoncez alors au bénéfice de la procédure.

Conformément aux dispositions en vigueur sur la protection des données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, d'opposition pour des raisons tenant à votre situation particulière, ainsi que du droit de définir des directives relatives au sort de vos données à caractère personnel après votre décès. Vous pouvez exercer ces droits auprès des unités du réseau de la Banque de France et de ses bureaux d'accueil et d'information. Vous pouvez également les exercer par courrier à l'adresse mentionnée ci-dessus.

La Banque de France a désigné un Délégué à la protection des données dont les coordonnées sont : Banque de France - Délégué à la protection des données - 31 rue Croix-des-Petits-Champs, 75049 Paris Cedex 01 / courriel : 1200-DPD-delegue-ut@banque-france.fr.

Vous disposez de la faculté d'introduire une réclamation auprès de la CNIL.

Dès l'enregistrement de ce dossier, vous ferez l'objet d'une inscription au Fichier national des incidents de remboursement des crédits aux particuliers (FICP) géré par la Banque de France, conformément aux dispositions de l'article L. 752-2 du code de la consommation. Le FICP a pour finalité l'information des établissements de crédit et organismes assimilés dans le cadre de l'octroi et de la gestion des crédits ainsi que de l'attribution de moyens de paiement.

TOUTE FAUSSE DÉCLARATION, TOUTE DISSIMULATION DE BIENS PEUT VOUS PRIVER DU BÉNÉFICE DE LA PROCÉDURE DE TRAITEMENT DU SURENDETTEMENT (ARTICLE L. 761-1 DU CODE DE LA CONSOMMATION).

page 12/12

➤ Formulaire de demande d'aide juridictionnelle :



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**
*Liberté
Égalité
Fraternité*



16146*03

Nous sommes là pour vous aider

Formulaire de demande d'aide juridictionnelle

PARTIE RÉSERVÉE UNIQUEMENT À L'AVOCAT DÉSIGNÉ OU COMMIS D'OFFICE

Maître (nom et prénom) : _____	Dans l'affaire n° : _____
Inscrit au barreau de : _____	Dont est saisie la juridiction : _____
Adresse : _____	Fait à : _____
Courriel : _____	Le : ____ / ____ / ____
	Signature : _____

COMMIS OU DÉSIGNÉ D'OFFICE PAR :

<input type="checkbox"/> Le bâtonnier de l'ordre des avocats	<input type="checkbox"/> En matière pénale (Précisez)
<input type="checkbox"/> Le président de la juridiction saisie	<input type="checkbox"/> En matière civile (Précisez)
Date de la commission d'office	<input type="checkbox"/> En matière de contentieux des étrangers (Précisez)

Le : ____ / ____ / ____

IMPORTANT - À LIRE AVANT DE REMPLIR LE FORMULAIRE

Nous vous demandons de lire attentivement la notice relative à la demande d'aide juridictionnelle (CERFA N°52347#03) disponible sur www.justice.fr avant de remplir ce formulaire.



Cette notice comporte notamment la liste des pièces justificatives que vous devrez obligatoirement joindre à votre demande.

Attention si votre dossier n'est pas complet cela entraînera un traitement plus long voire la **caducité** de votre demande (rejet sans possibilité de recours).

VÉRIFIEZ SI VOUS AVEZ UNE PROTECTION JURIDIQUE QUI PEUT PRENDRE EN CHARGE UNE PARTIE OU LA TOTALITÉ DES FRAIS LIÉS A VOTRE AFFAIRE

→ consulter la notice page 2

1 - VOTRE IDENTITÉ ET VOTRE SITUATION

Madame Monsieur

Votre nom de famille (nom de naissance) : _____

Votre nom d'usage (exemple : nom d'époux / d'épouse) : _____

Vos prénoms : _____

Date et lieu de naissance : ____ / ____ / ____ à _____

Votre nationalité : _____

Pour en savoir plus, vous pouvez consulter les articles 37 et 39 du décret 2020 - 1717 du 28 décembre 2020 relatif à l'aide juridictionnelle et l'arrêté du 5 janvier 2022 relatif au modèle de formulaire de demande d'aide juridictionnelle et au modèle de notice de présentation fixant la liste des pièces à joindre.

**Formulaire de demande
d'aide juridictionnelle** 1/6

Vous pouvez réaliser une simulation pour savoir si vous êtes éligible à l'aide juridictionnelle : <https://www.aidejuridictionnelle.justice.fr/simulateur>

Le vocabulaire utilisé vous semble parfois complexe ?



Vous pouvez consulter le lexique administratif et juridique en page 6 de la notice. Les termes qui comportent un astérisque (*) sont définis dans ce lexique.

Vous pouvez, si vous souhaitez bénéficier d'informations ou de conseils juridiques : contacter le numéro unique de l'accès au droit en composant le 3039. La communication est gratuite et vous permettra d'être orienté vers le point-justice le plus proche de votre domicile.

Si vous êtes de nationalité étrangère ressortissant d'un État autre que de l'Union européenne, vous devez justifier de votre résidence régulière et habituelle sur le territoire français, sauf si vous êtes dans l'une des situations ci-dessous.

◆ Dans ce cas, veuillez cocher la case correspondante.

PROCÉDURES PÉNALES / PROCÉDURES CIVILES

<input type="checkbox"/> Je suis mineur	<input type="checkbox"/> Je bénéficie d'une ordonnance de protection en raison de violences conjugales
<input type="checkbox"/> Je suis poursuivi* dans une procédure pénale	<input type="checkbox"/> Je suis condamné*
	<input type="checkbox"/> Je suis partie civile*

PROCÉDURES CONCERNANT LE DROIT AU SÉJOUR DES ÉTRANGERS

<input type="checkbox"/> Je fais l'objet d'une prolongation du maintien en zone d'attente	<input type="checkbox"/> Je suis convoqué pour une procédure devant la commission du titre de séjour	<input type="checkbox"/> Je fais l'objet d'une procédure de prolongation du maintien en rétention administrative
<input type="checkbox"/> Je fais l'objet d'une obligation de quitter le territoire français ou d'une interdiction de retour sur le territoire français	<input type="checkbox"/> Je fais un recours devant les juridictions administratives contre une décision de transfert vers l'État responsable de l'examen de ma demande d'asile	<input type="checkbox"/> Je suis convoqué(e) pour une procédure devant la commission d'expulsion

2 - VOTRE SITUATION FAMILIALE

Célibataire Marié(e) Divorcé(e) Pacsé(e) Concubin(e) Veuf(ve)

Combien de personnes composent votre foyer fiscal* ? _____

Veuillez les identifier ci-dessous :

Nom et prénom	Date de naissance jj/mm/aaaa	Lien avec le demandeur (ex. époux, partenaire d'un PACS, fils, nièce, etc.)



Si vous manquez de place pour répondre à certaines questions du formulaire, vous pouvez ajouter des informations complémentaires sur papier libre et le joindre en annexe.

3 - VOS COORDONNÉES

Votre adresse : _____

Complément d'adresse : _____

Code postal :

Commune : _____

Pays : _____

Numéro de téléphone :

Courriel : _____@_____

N° d'allocataire de la Caisse d'allocations familiales (CAF) :

Quelle est votre situation professionnelle ?

- | | | |
|---|--|--|
| <input type="checkbox"/> CDI, fonctionnaire | <input type="checkbox"/> Retraite | <input type="checkbox"/> Études |
| <input type="checkbox"/> CDD, stage, intérim | <input type="checkbox"/> Chômage | <input type="checkbox"/> Autre, précisez : _____ |
| <input type="checkbox"/> Artisan, commerçant, profession libérale | <input type="checkbox"/> Apprentissage | |

◆ Si la demande est faite par ou au nom d'un majeur protégé ou au nom d'un enfant mineur

Madame Monsieur

Nom et prénom du représentant légal ou du curateur : _____

Statut du représentant légal ou du curateur :

Parent Tuteur Curateur Administrateur légal

Autre : précisez _____

Adresse du représentant légal ou du curateur : _____

Code postal : Commune : _____

Pays : _____

Numéro de téléphone :

Courriel : _____

4 - CAS PARTICULIERS :

DANS CERTAINES SITUATIONS, L'AIDE JURIDICTIONNELLE PEUT ÊTRE ACCORDÉE SANS EXAMEN DES CONDITIONS DE RESSOURCES ET DE PATRIMOINE

◆ Êtes-vous concerné par l'une des situations suivantes ? Si oui, cochez la case concernée (voir notice page 3).

- A. Vous êtes victime ou ayant droit* d'un des crimes considérés comme étant les plus graves (meurtre, tortures ou actes de barbarie, actes de terrorisme, viol, etc.). Vous devez justifier de cette situation par la production d'un avis à victime ou d'une ordonnance de renvoi ou de tout autre document justifiant de la qualité de victime.
- B. Vous avez déjà bénéficié de l'aide juridictionnelle pour votre affaire et votre adversaire a fait appel de la décision rendue en votre faveur. Par contre, si vous avez obtenu l'aide juridictionnelle partielle en première instance et que vous souhaitez demander l'aide juridictionnelle totale, vous devez remplir tout le formulaire.
- C. Vous formez un recours devant la Cour nationale du droit d'asile (CNDA).
- D. Votre procès concerne un contentieux au titre de l'article L. 711-1 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (exemple : pension militaire d'invalidité...).
- E. Vous avez déjà bénéficié de l'aide juridictionnelle pour mener des pourparlers transactionnels* qui ont échoué et vous engagez une instance à la suite de ces pourparlers.

→ Si vous êtes concerné par une de ces situations (A, B, C, D, E), vous n'avez pas besoin de remplir les rubriques 5 et 6 « Vos ressources » et « Votre épargne et votre patrimoine immobilier ». Vous devez alors ajouter une pièce justificative de votre situation dans votre dossier (voir notice page 4).

◆ Si vous n'êtes pas concerné par ces situations, vous devez remplir tout le formulaire.

5 - VOS RESSOURCES

◆ Veuillez indiquer le revenu fiscal de référence (RFR*) qui figure sur votre avis d'imposition le plus récent : €

◆ Si vous êtes concerné(e) par l'une des trois situations suivantes (1, 2, 3), veuillez cocher la ou les cases correspondantes et remplir le tableau ci-après :

1. Depuis votre dernière déclaration d'impôts, il y a eu un changement dans votre situation.

Dans ce cas, quelle est la nature de ce changement ? (Cocher la case correspondante)

- Perte d'emploi Départ en retraite
 Nouvelle(s) personne(s) à charge (naissance, adoption etc.) Séparation
 Arrêt/accident de travail/invalidité Autre, précisez : _____

2. Vous ne disposez pas d'un avis d'imposition _____

3. Votre affaire vous oppose à un membre de votre foyer fiscal (époux, partenaire de PACS, parent, enfant etc.) ?

Si oui, précisez le lien qui existe entre vous : _____

◆ Si vous n'êtes pas concerné(e) par les situations ci-dessus 1, 2, 3, vous pouvez passer à la rubrique numéro 6 « Votre épargne et votre patrimoine immobilier »

ATTENTION

- Si vous avez coché une des trois cases (1, 2, 3) ci-dessus, veuillez renseigner le tableau ci-après en indiquant le montant total des ressources de tous les membres de votre foyer fiscal pour les six derniers mois.
- Vous ne devez pas déclarer les aides sociales et les prestations sociales (RSA, AAH, allocations logement etc.). Seules vos ressources imposables seront prises en compte dans l'examen de votre demande (voir notice page 3).

Les ressources de votre foyer fiscal* pour les six derniers mois autres que les aides sociales et prestations sociales.
Les montants renseignés doivent être arrondis à l'euro inférieur.

	Vos ressources	Les ressources de votre époux ou de votre partenaire de PACS	Les ressources de votre (vos) enfant(s) mineur(s) ou majeur(s)
Salaires ou traitements nets imposables, pensions, retraites, rentes et préretraites			
Revenus agricoles, industriels, commerciaux ou non commerciaux.			
Pensions alimentaires ou prestations assimilées perçues			
Ressources imposables à l'étranger			
Tout autre revenu locatif ou du capital			
Autre : précisez			

6 - VOTRE ÉPARGNE =¹ VOTRE PATRIMOINE IMMOBILIER

◆ Vous disposez d'une épargne sur un livret A, une assurance vie, un PEL, un compte courant, etc.

Oui Non

Si oui, veuillez indiquer son montant total : €

◆ Êtes-vous propriétaire d'un ou de plusieurs bien(s) immobilier(s), appartement(s), maison(s) ou terrain(s), etc ? Oui Non

Si oui veuillez préciser combien : _____

L'un de ces biens est-il votre résidence principale* ? Oui Non

Veuillez préciser l'adresse, la nature et la valeur de ces biens à l'exception de celui vous servant de résidence principale, qu'ils soient en France ou à l'étranger : _____

7 - VOTRE AFFAIRE - LA PROCÉDURE

◆ Cochez la case correspondant à votre situation parmi les six propositions suivantes :

1. Vous souhaitez aller devant un juge, si possible indiquez lequel (juge aux affaires familiales, juge de l'exécution, juge des tutelles, juge administratif, conseil des prud'hommes*, etc.).

2. Un juge est déjà saisi de l'affaire ?

Numéro de dossier :

Si vous êtes convoqué à une audience, indiquez la date de l'audience :

Vous êtes ?

Le demandeur (y compris si vous êtes partie civile)

Le défendeur

Précisez la juridiction* saisie :

Précisez la nature de l'affaire :

3. Votre affaire a déjà été jugée

Vous avez déjà bénéficié de l'aide juridictionnelle pour cette affaire ?

Oui Non

Si oui, précisez la nature de la procédure (divorce, tribunal pour enfants, tribunal administratif, etc.) et son numéro si vous en disposez :

Vous souhaitez vous défendre dans le cadre d'un recours exercé par votre adversaire contre une décision de justice qui a été rendue (pour une procédure d'appel ou un recours en cassation)

Oui Non

4. Vous souhaitez divorcer par consentement mutuel, par acte d'avocats, sans aller devant le juge.

5. Vous souhaitez conclure un accord amiable dans une transaction ou une procédure participative.

6. Vous souhaitez faire appliquer un titre exécutoire*. Complétez la rubrique 8.

◆ Exposez brièvement votre affaire

(par exemple : je suis en conflit avec mon employeur ; je souhaite saisir le juge aux affaires familiales concernant les droits de visite et d'hébergement sur mon enfant, etc.).

◆ Veuillez renseigner les informations suivantes concernant les autres parties (vos adversaires) dans cette affaire :

Nom, prénom et adresse de l'adversaire 1 :

Nom, prénom et adresse de l'adversaire 2 :

À REMPLIR PAR LES AVOCATS

Demandeur Défendeur

Nature précise de la procédure : _____

8 - LE OU LES AUXILIAIRES DE JUSTICE DONT VOUS AVEZ BESOIN (AVOCAT, HUISSIER, NOTAIRE ETC.)

Cochez les cases correspondant à votre situation et renseignez les champs correspondants.

◆ Vous avez choisi un auxiliaire* de justice qui accepte de vous assister au titre de l'aide juridictionnelle

et vous a remis une lettre d'acceptation : Précisez sa profession et ses nom, prénom et coordonnées ci-dessous :

Avocat Huissier de justice Notaire Commissaire-priseur Autre (commissaire de justice, etc.)

Nom, prénom et coordonnées : _____

Avez-vous déjà payé des honoraires ou des frais à votre auxiliaire de justice ?

Non Oui, Dans ce cas, combien : _____

◆ Vous n'avez pas choisi d'auxiliaire de justice et vous demandez la désignation d'un ou de plusieurs professionnels du droit, précisez :

Avocat Huissier de justice Notaire Commissaire-priseur Autre (commissaire de justice, etc.)

◆ Vous souhaitez faire appliquer la décision de justice rendue ou tout autre titre exécutoire* ? Oui Non

Si oui dans quelle commune : _____

9 - VOTRE PROTECTION JURIDIQUE

- ◆ Si vous êtes bénéficiaire d'une assurance de protection juridique*, prend-elle en charge vos frais de justice ?
- Oui Dans ce cas, quel est le montant pris en charge par votre assurance ? _____
- Non

10 - INFORMATIONS IMPORTANTES

1. L'aide juridictionnelle peut vous être retirée notamment si vos ressources ont augmenté et si elles dépassent le plafond de ressources ou en cas de fausse déclaration.
Vous pouvez vérifier votre éligibilité* sur : <http://www.aidejuridictionnelle.justice.fr/simulateur>
De même, si le juge décide que votre action en justice est dilatoire*ou abusive*, ou manifestement irrecevable, vous devez alors rembourser tout ou partie des dépenses avancées par l'État.
L'aide juridictionnelle peut vous être retirée notamment si vos ressources ont augmenté grâce à la décision de justice et que par conséquent, elles dépassent le plafond d'éligibilité*.
2. Les sommes que vous avez payées au professionnel du droit (auxiliaire* de justice) avant la décision d'aide ne vous seront pas remboursées.
Dans le cas où l'aide juridictionnelle totale vous a été accordée, aucun auxiliaire de justice ne doit vous demander de payer des honoraires pour votre affaire.
3. En cas d'aide totale, l'État paiera les professionnels du droit qui vous assistent, sauf les droits de plaidoirie (d'un montant de 13€) qui restent à votre charge devant certains tribunaux. Si vous obtenez une aide partielle, ces professionnels seront payés en partie par l'État et en partie par vous.
4. Même si vous avez obtenu l'aide juridictionnelle, le juge peut dans certains cas vous condamner aux dépens* (en cas de perte de procès). Dans ce cas l'aide juridictionnelle ne pourra pas prendre ces frais en charge.
5. Votre numéro fiscal et votre numéro d'allocataire de la Caisse d'allocations familiales (CAF) peuvent être utilisés pour vérifier la complétude et l'exactitude de vos déclarations.

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e) (prénom, nom) : _____

Certifie sur l'honneur que les renseignements portés sur cette demande d'aide juridictionnelle sont complets et exacts. Je m'engage à signaler tout changement qui les modifierait. Je prends connaissance que cette déclaration peut faire l'objet d'un contrôle auprès des services de l'État et notamment des services des impôts, des collectivités publiques, des organismes de sécurité sociale et des organismes qui assurent la gestion des prestations sociales. Elle peut également faire l'objet d'un contrôle auprès des sociétés d'assurance.

En cas de fausse déclaration, je peux être condamné(e) à un emprisonnement de deux ans et à une amende de 30 000 euros, en application de l'article 441-6 du code pénal. En outre, le bénéfice de l'aide juridictionnelle me sera retiré en tout ou partie, même après l'instance ou l'accomplissement des actes pour lesquels il aura été accordé, si ce bénéfice a été obtenu à la suite de déclarations inexactes.

Si vous vous êtes trompé, signalez-le dès que possible au bureau d'aide juridictionnelle où vous avez déposé votre demande. Ce bureau corrigera les informations dans votre dossier.

Je consens à communiquer avec le bureau d'aide juridictionnelle par voie électronique : Oui Non

Fait à : _____

Le : _____

Signature du demandeur ou de son représentant légal :

ATTENTION

Vous devez obligatoirement compléter votre dossier avec les pièces justificatives.
La liste de ces pièces figure dans la notice de demande d'aide juridictionnelle (cerfa n° 52347#03).

Les informations et données renseignées sur ce formulaire sont obligatoires dans le cadre de l'étude de votre demande. Elles font l'objet d'un traitement informatisé, par le ministère de la justice. Ces informations sont utilisées pour traiter la gestion de votre demande d'aide juridictionnelle. Pour en savoir plus sur la gestion de vos données et sur vos droits « Informatique et Libertés », nous vous invitons à consulter la page suivante :

<https://www.justice.fr/donnees-personnelles>

Les coordonnées du délégué à la protection des données (DPD) sont :

Ministère de la justice, DPD, 13 place Vendôme, 75042 Paris ou dpd@justice.gouv.fr